

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 8 - DIM. 9 - LUND. 10 AVRIL 1978 - N° 674

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Contradictions dans le PCF : EN SURFACE ET AU FOND

Chaque jour apporte un nouvel élément sur le développement des contradictions au sein du PCF. Certes c'est surtout, pour le moment, une certaine couche d'intellectuels qui contribuent à le rendre public à l'extérieur : leurs arguments et leur position dans l'appareil ne peuvent, sans doute, leur donner qu'une audience bien délimitée dans le PCF. Toutefois, leurs critiques, disparates, reflètent d'une certaine manière, déformée, les tensions et les contradictions qui secouent profondément le PCF. Aucun ne sort, évidemment, du cadre révisionniste. Mais si les uns reprennent de plus belle des thèmes du XXII^e Congrès et reprochent au PCF de s'être donné un visage trop ouvrier lors de la campagne électorale, d'autres s'inquiètent de la capacité du PCF à conserver son emprise sur la classe ouvrière. Les uns réclament que des apparences démocratiques de fonctionnement soient mises en œuvre. D'autres se demandent si le PCF ne fait pas peur, y compris aux ouvriers et s'interrogent : le PCF « apparaît-il concrètement comme le garant de la liberté ?... Ne fallait-il pas poursuivre et approfondir les dénonciations des atteintes aux libertés dans les pays socialistes ? ». (C'est-à-dire l'URSS et les pays de l'Est).

L'on devine, à travers ces phénomènes de surface, l'ampleur des interrogations politiques qui peuvent exister chez nombre de militants de base, ouvriers notamment du PCF. Et c'est cela qui est important. C'est à eux qu'il faut nous adresser.

IRAN

GRANDE VAGUE DE SOULEVEMENTS POPULAIRES

● La dictature du Chah est ébranlée

Malgré le caractère très limité des informations qui filtrent sur la situation en Iran, reflétant le silence que le pouvoir giscardien entend maintenir sur les difficultés actuelles du régime de Téhéran, avec lequel il entretient d'amicales relations, tout confirme aujourd'hui l'ampleur sans précédent du mouvement populaire iranien. Sans

précédent, en tout cas, depuis les grands mouvements de 63.

Après Qhom en janvier, puis Tabriz en février, c'est dans des dizaines de villes, depuis le 27 mars, que la population se soulève, malgré une sanglante répression, en attaquant les banques d'import-export, les banques étrangères, symbole de la dépendance, les siè-

ges du parti unique, instrument de la dictature fasciste du Chah, ainsi que les centres de diffusion de la culture pro-américaine. Expriment les aspirations du peuple à une vie démocratique et une indépendance authentique de l'Iran, les manifestations actuelles reflètent aussi bien la colère des paysans prolétaires, victimes d'un exode rural massif, la contestation universitaire que le mouvement musulman, qui, jusqu'à un certain point, catalyse des revendications anti-impérialistes. Ces manifestations qui menacent aujourd'hui, sérieusement le régime du Chah, réputé « fort », est aussi un coup dur pour la politique américaine où la référence de Carter aux « droits de l'homme » paraît bien ridicule au regard des exigences des masses iraniennes.

(Lire en dernière page)



(Lire en page 5)

Manifestation contre la marée noire

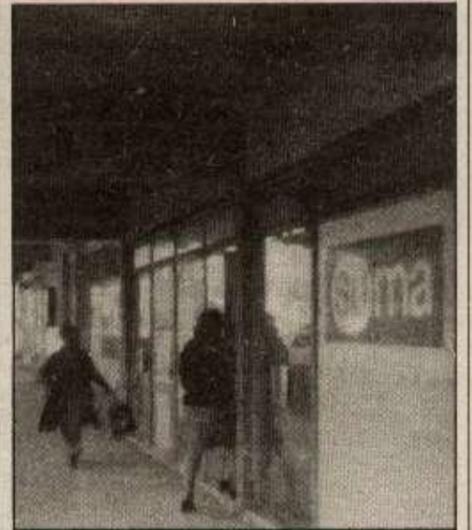
MANIFESTATION DE SOUTIEN

VENDREDI 7 AVRIL 18 h 30

PLACE DE LA BASTILLE

Organisée par l'UEIF-CISNU soutenue par PCRm, LCR, OCF (ml), OCT, UCFiml), PSU, GUPS (Palestine), UEFF.

Suma St-Ouen : le gérant tire et tue



Mercredi, le gérant d'un supermarché de Saint-Ouen aperçoit des jeunes qui viennent de dérober quelques bouteilles d'apéritif. Il tire sur eux, et tue une passante de 56 ans. La radio déplore cette bavure : il a raté la cible ! Lui est inculpé d'« homicide involontaire » ! « J'ai visé les jambes » répète-t-il pour sa défense...

(Lire en page 4, notre reportage)

Opération Chirac : limiter la casse

Chirac présidera dimanche le congrès du RPR. Celui-ci, repoussé d'une semaine, se présente sous le signe de la désunion interne et des contradictions qui ne s'atténuent pas entre les néo-gaullistes et Giscard. Le maire de Paris proposera un amendement aux statuts : ce ne sont plus seulement les ministres mais également tout président de l'Assemblée et membre du Conseil constitutionnel qui seront éliminés de la direction du RPR. Un amendement qui vise très directement Chaban et Frey.

(Lire en page 2)

CFDT du Rhône : le SGEN s'adresse à Edmond Maire

(Lire en page 7)

UOPDP : une nouvelle phase dans la bataille de 78

(Lire en pages centrales)

Présidence de commissions

Ouverture avortée

Les débats sur les projets et propositions de lois sont préparés par le travail des commissions. Il existe six commissions permanentes :

- Affaires étrangères
- Finances
- Défense nationale
- Lois
- Affaires culturelles, familiales et sociales
- Production et échanges

La question de la présidence des commissions vient de donner lieu à une bataille politique dont l'issue n'est pas favorable aux tentatives d'ouverture de Giscard. Le groupe UDF était partisan de l'octroi d'une présidence de commission à l'opposition, ce qui constituait un nouveau dans l'histoire de la V^e République, la droite s'étant jusqu'à présent réservé la totalité de ces postes, ne laissant à l'opposition que des places subalternes dans les bureaux des commissions.

Le RPR étant hostile au départ à l'octroi de postes de présidents à l'opposition, il a déjà fallu des tractations entre le RPR et l'UDF pour proposer un poste — un seul — à la gauche, plus précisément aux socialistes. Ce qui, du coup, suscitait la grogne du PCF qui réclamait l'application de la proportionnelle, soit deux présidences pour la gauche, une pour le PCF, une pour le PS.

Certains députés socialistes comme Mauroy et Defferre s'étaient déclarés satisfaits de la proposition de la droite. Mais finalement la majorité des députés socialistes s'est opposée à ces conditions. Il importe pour le PS de ne pas trop prêter le flanc aux critiques du PCF.

Les présidences de commissions reviendront donc de nouveau toutes à la droite. Les tentatives giscardiennes ont fait long feu. Pour cette fois.

Le ministère de l'Économie et des Finances divisé en deux

La forteresse entamée

Au chapitre des rares nouveautés de ce gouvernement Barre-ter figure la disparition du ministère de l'Économie et des Finances, remplacé par un ministère de l'Économie et des Finances, remplacé par un ministère de l'Économie et un ministère du Budget.

On pourra toujours dire que ça fait deux places de ministres supplémentaires, puisque Barre cumulait auparavant cette fonction et celle de premier ministre. Il y a d'autres raisons. Giscard avait envisagé cette division en deux dès le début de l'année 77, et ce pour une raison bien simple : tel qu'il était connu, le ministère de l'Économie et des Finances était une véritable forteresse qui, de fait, dictait sa loi à tous les autres ministères : pas question d'engager une réforme ou une action quelconque sans passer par la rue de Rivoili. De la même manière, les postes budgétaires des différents ministères dépendaient di-

rectement de la rue de Rivoili, selon le vieux principe des cordons de la bourse.

Cette toute-puissance a par le passé joué des tours à certains gouvernements, et Giscard est bien placé pour le savoir : n'a-t-il pas été évincé du gouvernement Pompidou en 67 justement parce qu'il prenait trop d'importance ?

Scindé en deux, le ministère de l'Économie et des Finances perdra de son poids politique. Enfin, il faut savoir que si la gauche, et particulièrement le PS, avait pu placer nombre de technocrates à elle dans les ministères, c'est aux Finances qu'elle avait les positions les plus fortes. En l'occurrence, qui dit réorganisation dit épuration. Certains jeunes loups du PS qui attendaient dans l'ombre risquent d'en faire les frais. A moins qu'ils ne s'alignent très vite sur les vertus de l'ouverture giscardienne.

Attentat contre le siège du Front national

Un début d'incendie a éclaté mercredi matin au siège du Front national. Personne n'a encore revendiqué cet acte. Il n'est pas exclu qu'il s'agisse d'un règlement de comptes entre fascistes. Des conjectures du même type avaient déjà pu être faites à propos de l'assassinat de Duprat. Pendant la campagne électorale, les militants du Front national et ceux du Parti des Forces nouvelles s'étaient à plusieurs reprises affrontés à coups de barres de fer.

Congrès du RPR :

SOUS LE SIGNE DE LA DIVISION

● Dimanche 9 avril doit se tenir à Paris un congrès extraordinaire du RPR. Convoqué juste après le 2^e tour des législatives, il devait initialement examiner les résultats des élections. On connaît l'interprétation que Chirac a donnée du scrutin : « Les élections ont été plus une défaite des collectivistes qu'une victoire de la majorité ».

Au soir du 19 mars, Chirac se décernait un satisfecit à propos de l'objectif des 150 députés qui avait été atteint. Le groupe réunit en effet 153 RPR et apparentés.

Mais tout n'est pas si simple au sein du mouvement.

LA DÉMISSION DE MONOD

Il y a d'abord eu la démission de Jérôme Monod du secrétariat général, remplacé par le jeune cadre dynamique Devaquet. La mission de Monod était, paraît-il, terminée. En fait il s'agissait plutôt d'une opposition aux proches du maire de Paris et notamment au responsable à l'organisation, Pasqua.

On apprenait ensuite que les membres du RPR qui prendraient part au nouveau gouvernement seraient déchargés de leurs responsabilités au sein du mouvement.

Le président du RPR se référerait aux ministres RPR comme Peyrefitte, qui ne s'étaient pas gênés pour soutenir ouvertement Giscard dans l'ancien gouvernement. Une manière de déger la direction du mouvement des positions que pourraient prendre certains des siens au gouvernement.

L'épisode du «perchoir» a étalé au grand jour les remous qui affectaient la formation. Véritable test de l'unité politique du RPR et de ses relations avec l'UDF, l'élection de Chaban à la présidence de l'Assemblée a révélé l'ampleur des dissensions. Debré déclarait avant la confirmation des 2 candidatures : « Ce serait plus grave que jamais ». Avec Messmer, Couve de Murville, il insistait auprès de Chaban jusqu'à la dernière minute pour qu'il préserve l'unité — du moins en façade ! — en se désistant. On racontait même que si Chaban était élu, ce serait contre les gaullistes.

LES CONSEILLERS DE CHIRAC CONTESTÉS

Mais les résultats sont là. La déconfiture de Faure signifie que les chiraquiens sont loin de remporter l'unanimité au sein du groupe parlementaire RPR. Certains barons du gaullisme, comme on appelle traditionnellement les vieux



Bien que tous se réclament de De Gaulle, le RPR est loin d'être homogène

« purs et durs » n'apprécient pas du tout les méthodes autoritaires des conseillers de leur président, Juillet, Marie-France Garaud, Pasqua et compagnie.

Une trentaine de voix auraient manqué à Edgar Faure. Guéna, partisan d'un durcissement du mouvement avait déclaré : « L'affaire du perchoir ne devra pas être sans conséquences », faisant allusion à « la réelle indiscipline des membres du groupe ».

Au contraire, d'autres dirigeants comme Claude Labbé mettaient l'accent sur le fait que le siège de président restait à un RPR.

C'est à peu près cette dernière orientation qu'a suivi le comité central du RPR réuni en tout urgence mercredi soir. S'efforçant de ressouder les rangs, Chirac réservait toutes ses critiques aux « éternels et tenaces adversaires du gaullisme », c'est-à-dire à l'UDF. L'écart se creuse donc entre les formations de la droite. Le « péril collectiviste » étant écarté, le RPR appréciera désormais les actions du gouvernement sous « le seul angle des engagements pris par le Rassemblement durant la campagne ».

Dimanche, le congrès aura fort à faire pour reconstruire un consensus, autour des chiraquiens, chabanistes et gaullistes traditionnels.

Mariane GIRARD

En clair, du côté de la rue de Lille, on réfutait la version du PR, présentant les résultats comme une victoire du président. On n'était pas d'accord non plus pour reconnaître l'existence de 4 grands courants politiques en France, analyse qui permet d'envisager l'élimination des deux extrêmes, à savoir le PCF et le RPR.

Chaban : « Le pays a indiqué qu'il voulait le changement de certaines choses »

Comme il est d'usage, le nouveau président de l'Assemblée nationale, Chaban-Delmas, s'est adressé aux députés. A presque tous les députés, puisque Chirac et Edgar Faure avaient jugé qu'ils avaient mieux à faire... Chaban devait néanmoins se permettre de féliciter son prédécesseur : « qui a su faire, à notre dernière séance, un geste qui l'a grandi » (en retirant sa candidature au deuxième tour).

Là toutefois n'est pas l'essentiel. Plus intéressant est en effet le discours prononcé par la suite, qui résume la philosophie politique du maire de Bordeaux. Celle-ci est proche de celle de Giscard. Il a notamment déclaré : « Le pays a signifié ce dont il ne voulait pas, mais il a, en même temps, indiqué qu'il voulait le changement de certaines choses et aussi de nouvelles autres choses (...) Ces volontés, venues des profondeurs du peuple français, sont connues. Au groupes de l'opposition de proposer des solutions fondées sur leurs philosophies politiques et leurs programmes. A eux aussi de critiquer les projets de gouvernement et les propositions de la majorité, afin de les combattre, ou mieux de les amender. Il faut pour cela que l'expression de ces groupes soit non seulement libre, ce qui va de soi dans une démocratie véritable et une Assemblée comme la nôtre, mais également facilitée autant que faire se peut. Aujourd'hui ce langage est repris presque par tous, et c'est sans doute pour moi le plus sûr motif d'espérer ».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Réunion de 43 cellules rattachées au C Central du PCF

CANALISER LE MÉCONTENTEMENT

● La section «Entreprises» du Comité central du PCF va mettre le week-end à profit pour réunir les représentants des 43 cellules qui lui sont directement rattachées.

Cette information est moins anodine qu'il y paraît. Il faut la mettre directement en rapport avec la version que Marchais donne des «tiraillements» qui secouent sa formation.

Face à ces remous, *L'Humanité* publie comme par hasard un long article de Michel Cardoze intitulé : «Où en est l'alliance de la classe ouvrière et des intellectuels ?» Selon une pratique courante, *L'Humanité* apporte des réponses à un certain nombre de

critiques internes au PCF en réalisant le tour de force de ne jamais citer l'origine des questions.

Cardoze tente d'abord le problème suivant : Pourquoi les intellectuels ne se sont-ils pas mobilisés davantage dans le sillage du PCF ? Comme d'habitude,

on fait état de la propagande de la droite, en rappelant par exemple un appel du CIEL, Comité des Intellectuels pour l'Europe et les libertés, d'inspiration giscardienne, qui appelait les intellectuels à refuser le programme commun sur la base d'une plate-forme très floue de «défense des libertés».

Mais comme l'argument ne suffit pas, l'auteur de l'article reconnaît que certains intellectuels ne se sont peut-être pas retrouvés dans le langage ouvrier du PCF dans la période passée. «D'autres

facteurs ont joué : par exemple l'accusation constante de «misérabilisme», d'«ouvriérisme» dont les communistes ont été l'objet.» Le mot d'ordre «faire payer les riches» a pu faire croire à certains cadres «que l'indispensable réduction des inégalités les atteindrait dans leurs moyens de vivre ?» Le PCF va essayer de les rassurer.

Cardoze essaie — péniblement — de convaincre les intellectuels de ce que les revendications sur le SMIC aident au développement de la culture. Et de citer Marchais : «La justice sociale est désormais le moteur décisif du progrès de la culture». Des acrobaties sont nécessaires pour tenir les deux nœuds de la contradiction : affirmer d'une même voix la «priorité aux intérêts matériels des travailleurs» et surtout et c'est là qu'on voit poindre le nez de son projet politique, l'affirmation que «l'accès au pouvoir politique» de la classe ouvrière «est inconcevable sans une alliance massive des intellectuels».

En somme, la classe ouvrière serait bien perdue sans notamment toute une armée de cadres et autres ingénieurs.

François NOLET

Les 43 cellules rattachées au Comité Central du PCF

Imprimerie Lang (Paris)
Lainière (Roubaix)
Merlin-Gérin (Grenoble)
Michelin (Clermont Ferrand)
Péchiney (Ugine)
Peugeot (Sochaux et Mulhouse)
Le Printemps (Paris)
P.T.T. Nord (Paris)
Renault (Cléon, Billancourt, Flins et Le Mans)
Rhône Poulenc (Vitry)
Roussel Poulenc (Vitry)
Roussel U.C.L.A.F. (Romainville)
Sacirol (Gondrange)
Saviem (Blainville)
S.N.C.F. (Bordeaux)
S.N.I.A.S. (Toulouse et Châtillon)
Solmer (Fos)
Usinor (Longwy et Dunkerque)

Aéroport d'Orly
Alsthom (Belfort)
Arsenal de Toulon
Berliet (Vénissieux)
Bull (Paris)
Chantiers de l'Atlantique (Saint Nazaire)
Charbonnages (Avion, puits n° 7)
Chausson (Gennevilliers)
Chèques postaux (Paris)
Citroën (Aulnay)
Commissariat à l'énergie atomique (Saclay)
Crédit lyonnais (Paris)
Creusot Loire (Fiminy et le Creusot)
Dassault (Argenteuil)
Dunlop (Montluçon)
EDF (Chatou)
Européenne d'entreprises (Bobigny)
Hôpital de Tours

PCF : NOUVEAUX APPELS DU PIED AUX INTELLECTUELS

● Durant la campagne des législatives, le PCF, dans la logique de sa polémique avec le PS, a fait une campagne axée sur une démagogie ouvrieriste, mettant constamment en avant son visage de «parti des pauvres» et prétendant vouloir «faire payer les riches». Les ingénieurs et cadres n'apparaissent plus guère de ce fait dans le discours du parti révisionniste.

Aujourd'hui, c'est précisément toute une brochette d'intellectuels qui contestent la tactique de cette période. Pour un certain nombre d'entre eux, la ligne du XXII^e Congrès (qui en appelait largement aux cadres, ingénieurs, techniciens) a été remise en cause dans la pratique par les dirigeants du PCF dans la dernière période. D'où, peut-être, un certain déplacement de voix d'intellectuels du PCF vers le PS.

Selon lui en effet, la contestation est limitée à un nombre restreint de militants qui, à la faveur du récent échec de la gauche, remettent en cause «la politique du parti». Si cette mise en cause est si limitée que Marchais le dit, pourquoi tous ces articles dans *L'Humanité*, pourquoi ces multiples pri-

ses de position et surtout pourquoi cette réunion des 43 cellules d'entreprises ?

Choisis parce qu'elles sont jugées «représentatives des travailleurs», celles-ci permettent à la direction du PCF de prendre à sa manière le pouls de la classe ouvrière.

Il ne s'agit pas que de cela. Cette réunion est un

maillon, certes important, d'une chaîne plus longue.

La réunion des 43 vient notamment après la réunion des secrétaires de fédération le 29 mars, à l'occasion de laquelle Fiterman avait prononcé son fameux rapport. Il y a de la part de la direction du PCF la volonté de tenir le maximum de réunions avant la session de bilan des législatives que doit tenir son comité central à la fin du mois. Cette tactique a pour fonction de désamorcer la colère, de filtrer, d'étouffer les désaccords tout en mettant au point, à partir de là, la «meilleure tactique».

Il sera alors plus facile pour le PCF de publier un compte-rendu faisant retomber officiellement toute la responsabilité de l'échec sur la droite, sur le «niveau de conscience» des travailleurs, et surtout sur le parti socialiste.

Que Marchais le veuille ou non, cette réunion prouve que la remise en cause de sa politique n'est pas aussi isolée qu'il veut bien le dire, même s'il est exact qu'en général les militants ouvriers du PCF n'écrivent pas au *Monde* ou au *Matin* pour exprimer leur déception ou leur désaccord.

François MARCHADIER

Duel Fabre-Crépeau en perspective ?

Dans la matinée de jeudi, Michel Crépeau, maire de La Rochelle, rendait publique sa décision de briguer la succession de Fabre à l'occasion du Congrès de Paris des MRG, qui se tiendra prochainement. On se souvient que Fabre avait donné sa démission de la présidence du mouvement peu après avoir appris les résultats de la gauche et de sa formation. Pressé par les différents courants du MRG, il acceptait de revenir sur sa décision «pour expédier les affaires courantes». *Grosso modo*, il y a actuellement deux tendances chez les radicaux. La première avec Crépeau serait plus attachée à l'union de la gauche, tout au moins au PS ; la seconde n'exclut pas, à terme, un soutien (critique) à Giscard, qui pourrait aller, le moment venu, jusqu'à une participation gouvernementale. Chacun des deux courants souhaite naturellement entraîner le mouvement. Depuis qu'elle soupçonnait la candidature du maire de La Rochelle à la présidence, la tendance la plus hostile à la gauche, se cherche un leader susceptible de fédérer.

Il semblerait que Fabre soit le seul qui puisse faire l'affaire, des «centristes»



tel Schwarzenberg se rallieraient à sa candidature et abandonneraient le projet de proposer la leur. Au cas où toutefois, la tendance Crépeau l'emporterait, le PDG-financier du mouvement, Manuel Diaz aurait annoncé la couleur : «Je ne donnerai plus un centime». Ces menaces sont peu crédibles car elles exigent que Fabre et ses amis décident de changer de monture. Mais quelle autre formation leur offrirait cette notoriété ? Fabre sait trop que, même à la tête d'une minuscule formation à cheval entre Giscard et Mitterrand, il a plus de «pouvoir» que s'il ralliait le premier, risquant

fort aiors de tomber dans l'oubli.

C'est bien ce qui était arrivé à Brousse et à Cavallé qui avaient emprunté cet itinéraire.

**Achetez
le Quotidien
du Peuple
chaque jour dans
le même kiosque**

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

18 secrétaires d'Etat

Les sous-fifres

Parmi les secrétaires d'Etat, qui ont été nommés jeudi, on remarque qu'il y a peu de nouveaux. Seuls peuvent se réclamer de ce titre Pelletier Jacques, sénateur de l'Aisne de l'Hérault et ex-maire de Montpellier, Pierre Hoeffel, caution alsacienne du gouvernement (sénateur du Bas Rhin) et Pierre Aigrain chercheur au CNRS. Enfin la liste ne serait pas complète si on ne signalait la nomination de J.P. Prouteau au secrétariat d'Etat aux petites entreprises. Ce dernier a été pendant deux ans Maître du Grand Orient de France ! Il y aurait sans doute pas mal à dire sur chacun de ces individus. Pour être bref, sans s'étendre sur le cas d'Aigrain qui brisa la lutte des chercheurs du CNRS à Orsay, on peut signaler que Delmas est connu pour avoir été un partisan de l'OAS. Il s'illustra par des positions ultra-colonialistes au moment de la guerre d'indépendance de l'Algérie et pour avoir trempé dans la spéculation immobilière. Et, trafic pour trafic, il est sans doute une des personnalités qui a été élue avec le plus de voix des Français de l'étranger ! Bref, exactement le profil du secrétaire d'Etat idéal sous Giscard.

On remarque qu'il y a 3 RPR et 1 UDF parmi les secrétaires d'Etat en plus d'un Gauche Démocratique.

Achetez le *Quotidien du Peuple* tous les jours dans le même kiosque

Le krach d'Alençon

SOCIETE APRES SOCIETE, LE PROMOTEUR CREUSAIT SON TROU...

Quatre jours après l'annonce du krach immobilier d'Alençon, on connaît mieux les circonstances dans lesquelles Gérard Mureau, le promoteur, a conduit ses multiples sociétés à une faillite avoisinant le milliard d'anciens francs.

Concessionnaire à Alençon d'une société immobilière inter-régionale de Laval (Mayenne), la Sonkad, construisant des pavillons, Gérard Mureau était chargé de constituer un réseau de commercialisation.

Bientôt ce «commercial», comme il se définit lui-même, nourrit des ambitions de «gestionnaire» et songe à utiliser à son profit le réseau qu'il a mis sur pied. Sentant le vent venir, la Sonkad préfère se séparer de cet employé aux dents longues.

Alors commence une véritable fuite en avant.

Au cours d'une audience, Gérard Mureau révèle alors la situation catastrophique de ses sociétés ; pour chacune, un «trou» impressionnant :

2 656 456 F à la SA Mureau, 2 677 000 F à la TOMA ; à la SABA, le passif atteint 60 % du capital initial. Avec la société Gérard Mureau on arrive à un total d'environ 10 millions de NF ! Sans même attendre que tous ces chiffres soient fournis dans le détail, le tribunal, au vu des résultats de la SA Gérard-Mureau décidait d'arrêter les frais. Malgré la demande d'un délai, formulée par le promoteur, toutes les sociétés ont été mises en liquidation judiciaire.

«LA TRÉSORERIE SUIVRA»...

Comment en est-on arrivé là ? Dans ses attendus, le tribunal d'Alençon parle de «gestion désastreuse» et d'«imprudences inexcusables».

De fait il apparaît que Mureau s'occupait davantage de commerce que de gestion dans la conquête de nouveaux clients ; «la trésorerie suivra», tel est le résumé de ses conceptions en matière de gestion. Mais ces «erreurs» de gestion n'expliquent pas tout. Le promoteur disposait d'un chauffeur particulier, au moins quatre de ses principaux adjoints employés dans deux sociétés différentes bénéficiaient par là même d'un double salaire, sa secrétaire personnelle était gratifiée du coquet salaire de 2 000 F par mois. Bref, la folie des grandeurs... Le plus surprenant dans tout cela est encore que l'exercice d'équilibre ou plutôt de camouflage financier réalisé par Mureau ait pu durer plus de trois ans sans qu'aucune plainte de clients ni de sous-traitants n'ait été déposée contre lui. On peut supposer que les infractions à la législation sur les sociétés ont

Les «bavures» font école

UNE FEMME ABATTUE PAR UN COMMERÇANT

Une femme de 57 ans a été abattue, alors qu'elle rentrait chez elle, par le directeur d'un supermarché à la poursuite de trois jeunes qui venaient de dérober quelques articles dans son magasin.

Entre les «bavures» policières et les maniaques de l'«auto-défense», c'est décidément la même «insécurité» qui pèse sur le moindre passant !

Saint-Ouen, une ville aux portes de Paris. Une de ces villes en plein bouleversement dont on ne peut dire l'âge de ses quartiers. Des immeubles démesurés tout en béton avec quelques petites habitations et des terrains vagues. Indice de rénovation... et de spéculation.



Contrôles policiers anti-jeunes à proximité du SUMA. Ce déploiement ne réussira pas à cacher la «bavure» qui a causé la mort d'une femme.

Les anciennes maisons laisseront leur place, d'une façon très provisoire, à des

terrains vides, entourés de palissades, des tours sans fin s'y incrustent. Les anciens quartiers se meurent, le béton sans vie prend la relève.

C'est au pied de ces constructions grisâtres que Madame Bonamour sera tuée, descendue par un inconditionnel de la répression, le directeur du Suma de la rue Saint-Denis.

Il est 17 h 25 environ quand trois jeunes passent devant la caisse du Suma sans s'arrêter. Dans le «caddie», quelques bouteilles. Une caissière avertit alors son directeur. Celui-ci se précipite dehors à la poursuite des trois comparses. Ils sont encore dans cette espèce de couloir que forment les auvents des magasins et les bacs à fleurs qui bordent la route. Une violente altercation s'ensuit, à distance. Les jeunes s'enfuient. Le directeur sort alors un pistolet et fait feu sans sommation !

Yvette Bonamour sera touchée en pleine face par le projectile ! Proche de la retraite dont elle espérait pouvoir profiter après les durs travaux de femme de ménage dont elle vivait, elle rejoignait son appartement, où elle habitait seule avec sa fille. Le crime est là : un commerçant soucieux de préserver quelques bénéfices tire froidement. Le directeur du Suma prend les mêmes arguments que les flics quand ils cherchent à couvrir leurs «bavures». Mougeot, le directeur, expliquera qu'il a vu un des jeunes gens faire un geste vers sa poche. Toujours le geste suspect et la prétendue arme qui va sortir ! Il récitera bien sa leçon, Mougeot !

DANS LES PIEDS ?

«J'ai tiré dans les pieds.» Impossible, le trottoir devant les magasins du centre commercial où est installé le Suma monte

légèrement ; sur la fin, il y a un plan incliné vers le haut, pour faire le joint avec le trottoir de la rue perpendiculaire. Les trois jeunes étaient à peine à l'extrémité de ce trottoir couvert, zigzaguant parmi les nombreuses personnes qui passent à cette heure-ci. Ils n'avaient pas encore passé le plan incliné. Pourtant, Yvette Bonamour, sur le trottoir au-delà de cette remontée, sera touchée en pleine face ! On ne peut pas prétendre, à cet endroit-là, viser dans les jambes et faire mouche à hauteur de visage ! Il n'y avait pas volonté de faire peur, mais de tuer !

La révolte soulève les habitants du quartier. Sortir et utiliser une arme à feu pour quelques bouteilles, ils ne comprennent pas. Mais en plus, le faire à cette heure, alors que beaucoup d'enfants sont dehors et que de nombreuses personnes fréquentent le centre commercial, c'est trop !

Ce magasin Suma était déjà peu à peu déserté par les habitants du quartier qui trouvaient son directeur passablement désagréable et exigeant vis-à-vis de ses employés.

«Un patron comme ça, moi je lui fous une tannée» commentera un ancien client qui, depuis quelque temps déjà, fait ses courses ailleurs. «Ce n'est pas la première fois qu'il fait un coup» explique un jeune. «Sûr que ça ne pourra pas durer comme ça».

Le quartier est maintenant pratiquement bouclé par les flics. Les trois larons ont disparu et les chiens policiers ont été insuffisants à les retrouver. Maintenant, ce sont les jeunes qui sont systématiquement contrôlés par les cohortes de flics. Un nouveau prétexte à un déploiement de force qui ne réussira pas à cacher la mort d'une travailleuse.

Pierre CHÂTEL

Claude ANCHER

1 000 TRAVAILLEURS MENACÉS DE CHÔMAGE

Sans être le premier scandale financier qu'ait connu le département de l'Orne (au printemps 1977, un «trou» de 28 millions de NF était découvert à l'office HLM départementale),

le krach d'Alençon est sûrement celui qui aura les plus graves conséquences.

Une centaine de personnes employées dans les différentes sociétés Mureau ont été mises en chômage «pour raison économique», 271 entreprises sous-traitantes sont menacées à leur tour de faillite, ce qui jetterait 2 000 travailleurs sur le pavé. Le personnel du promoteur a constitué un comité de défense. Les sous-traitants ont fait de même, ainsi que les clients qui avaient payé d'avance leurs pavillons. Aucune des victimes du promoteur ne peut escompter en effet la moindre indemnisation dans l'immédiat, comme s'est d'ailleurs empressé de le rappeler la préfecture de l'Orne. L'indemnisation n'est prévue que si le promoteur a souscrit une garantie auprès des banques : or, seuls 4 % des promoteurs le font !

marquée par la création de sociétés successives. En 1975, c'est d'abord la Société Gérard Mureau, entreprise personnelle. Puis la SA Gérard Mureau, la SARL Saba, dont les sièges sont à Alençon. Trouvant alors la région d'Alençon trop restreinte pour ses ambitions, Gérard Mureau fonde la Toma à Caen. Pour finir, en mars dernier, il dépose un projet de constitution du groupe Gérard Mureau, qui se présente un peu comme le holding de l'ensemble des sociétés et qui se fixe pour but de développer un réseau de concessionnaires.

Mais cette fois, cela fait une société de trop : la déclaration de capital du GGM : 5 855 000 NF, paraît nettement surévaluée au Tribunal de Commerce.

dû être nombreuses, la caisse de l'une servant momentanément à parer au plus pressé pour la caisse de l'autre. Il est sûr toutefois que Mureau n'aurait pas pu continuer longtemps, les découverts bancaires ayant atteint d'énormes proportions. Le détail des manipulations de trésorerie n'est pas encore connu, et pour l'instant aucune inculpation précise n'a été notifiée au promoteur. La Brigade financière du SRPJ continue ses investigations et doit interroger Gérard Mureau qui, contrairement à ce qui a été dit, notamment à la radio, n'est pas en fuite.

PARIS : MANIFESTATION CONTRE LA MAREE NOIRE

De la place Denfert-Rochereau à la place d'Italie, plusieurs milliers de personnes ont participé à la manifestation anti-marée noire, jeudi après-midi, à Paris. Les partis de gauche et les syndicats avaient lancé un appel commun, excluant, à l'initiative du PCF, les organisations d'extrême-gauche. Un certain nombre d'organisations écologistes avaient, dans ces conditions, décidé de manifester avec les révolutionnaires.

Le refus de la gauche et des directions syndicales de lancer un appel unitaire a trouvé son pendant dans la faible mobilisation que ces partis et directions syndicales ont réalisé. Ecologistes et révolutionnaires constituaient à eux seuls la moitié du cortège. Le PCF quant à lui, ne regroupait derrière ses banderoles pas plus de 600 personnes qui défilèrent la plupart du temps dans un silence morne.

Tandis que la JC répétait «avec la JC contre la pollution» ou «d'Ornano, une pelle, un seau», des mots d'ordre offensifs jaillissaient de la deuxième moitié du cortège «mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain», «répression, pollution, c'est toute la société qu'il faut balayer» et d'autres encore mettant



en accusation la société capitaliste et la Shell. Le long du parcours, on notait d'ailleurs que les garages Shell avaient jugé plus prudent de fermer et étaient protégés par des cordons de flics.

Des dizaines de cars de CRS, de gendarmes mobiles, des escouades de motards, une file de voitures de policiers en civil étaient présents, et jeudi après-midi, on a vu beaucoup de matraques, de casques et de boucliers et aussi de grenades lacrymogènes.

Ce déploiement policier d'une ampleur rarement

égalée eut en effet les conséquences prévisibles, sinon attendues, puisque place d'Italie, des incidents opposèrent des petits groupes d'autonomes aux forces policières. Nul

doute que le gouvernement tentera d'utiliser les dégâts commis par les autonomes pour faire oublier ses écrasantes responsabilités dans la pollution qui frappe la Bretagne.

Communiqué

Un collectif anti-Marée noire se met en place pour organiser l'information et la mobilisation sur les villes de Montrouge, Malakoff, Vanves, Issy-les-Moulineaux.

Vous êtes tous invités à y participer. Première réunion :

Vendredi 7 avril à 19 heures

Pour le rendez-vous, téléphonez au 845 37 38 (c'est par commodité que le téléphone est indiqué).



Mitterrand à Brest

«Le pétrole n'a pas fini de nous jouer de mauvais tours» a dit Mitterrand en venant jeter un œil morne sur les plages bretonnes. Oui, le beau temps des affiches pré-électorales est bien fini ! Depuis le soir du 19 mars, «le socialisme» à la Mitterrand n'est plus tout à fait ce qu'il espérait : «une idée qui fait son chemin». Et la belle plage de l'affiche, aujourd'hui souillée par le pétrole de la Shell, est devenue un cimetière pour les oiseaux marins...

Mais l'amère et solitaire rêverie de Mitterrand n'a pas résisté longtemps à son désir de retrouver rapidement les salons de l'Hôtel de Ville de Brest, de se blottir dans la cohorte des notables locaux, loin des travailleurs...

«Je ne suis pas venu ici pour critiquer» a-t-il alors lâché avant de s'en retourner vite retrouver le cadre nettement moins angoissant de ses bureaux parisiens, Place du Palais-Bourbon.

Pierre PUJOL



UNISSONS-NOUS CONTRE TOUTES LES MAREES NOIRES DU CAPITALISME !

Thème d'une campagne dynamique de l'UOPDP de Besançon

Les premières interventions de l'UOPDP ont été un succès par l'accueil largement favorable rencontré par le grand nombre de signatures recueillies sur la pétition de solidarité, avec les marins pêcheurs et les comités de base anti-marée noire, mais aussi par l'intérêt des discussions et l'enthousiasme avec lequel les membres de l'UOPDP ont participé à ces actions.

Ainsi, en une heure devant le Mammouth vendredi soir, des centaines de tracts sont diffusés (très peu refusés, ce qui est rare à cet endroit), les gens s'arrêtent pour lire les panneaux, pour exprimer leur écoeurement, pour nous encourager : des ouvriers surtout, des Lip, mais aussi des employés, des jeunes, des familles entières ; plus de soixante signent l'appel aussitôt, la responsabilité des compagnies de pétrole, des super pétroliers, des remorqueurs «flibustiers» est unanimement condamnée. Celle du gouvernement, onze ans après le Torrey Canyon paraît difficile à cacher d'autant plus qu'était affiché en brochure de propagande le discours de Giscard tenu à cette époque sur «sa politique du littoral» !

● L'ampleur de la catastrophe et l'ampleur de la révolte en Bretagne, mais aussi dans tout le pays jusqu'en Franche-Comté, ont décidé le comité de Besançon à engager une mobilisation à propos de la marée noire. Cela paraissait d'autant plus nécessaire que le gouvernement ou les Pierre Bellemare tentaient de faire oublier les responsabilités en comptant sur la juste solidarité qui s'est manifestée.

Très rapidement, les commissions se sont unifiées sur l'importance et la signification politique

Chacun s'interroge : peut-on faire confiance à de tels gens qui nous garantissent qu'avec le nucléaire, il n'y a aucun danger ; qu'avec le grand canal tout va s'arranger ! Que faire ? Peut-on faire autre chose que Pierre Bellemare ? La pétition suscite des discussions ; méfiance résultant de la pratique rituelle qu'ont fait les révisionnistes de la pétition pour implorer le gouvernement ou faire intervenir les élus locaux. Ici il ne s'agit pas de cela et l'idée d'une solidarité agissante avec ceux qui luttent là-bas contre les méfaits du capitalisme est autrement appréciée. Plusieurs nous interrogent sur l'UOPDP : «Ben vous avez bien raison, quand on voit ce qui se passe maintenant c'est vrai que c'est pas par les élections qu'on changera grand chose !» Ainsi le comité prend des contacts

qui dépasse largement son audience électorale.

Le samedi, c'est rue piétonne, en centre ville que le comité intervient. Là encore, beaucoup de tracts diffusés, beaucoup de signatures recueillies et surtout d'intéressantes discussions avec des Bretons d'origine, avec les «Amis de la terre», avec un ancien FTP qui vient témoigner de ses luttes et encourager les jeunes qui prennent la relève, avec des jeunes qui veulent aller en Bretagne et se sont trouvés confrontés aux manœuvres du pouvoir, qui cherche à les décourager : «Il faut être un groupe organisé de 30 au minimum, c'est trop tôt, c'est trop tard, les inscriptions sont closes», sans parler de la concurrence FR 3 et Jeunesse et Sports etc... Alors des contacts sont pris pour revenir de là-bas avec des témoignages, des

photos et bien décidés à ne pas se laisser embrigader. Beaucoup de «4 pages» de l'UOPDP sont achetées. Et très vite, la discussion s'engage sur la politique en général. Notre mobilisation contraste avec le silence actuel des partis de gauche et «d'extrême gauche». Cela suscite des demandes d'information sur l'UOPDP et beaucoup d'intérêt.

C'est le même fléau qui se manifeste avec le chômage et les bas salaires : c'est le capitalisme.

Le dimanche matin dans la ZUP de Planoise, nouvelle intervention : 120 signatures et encore plus de discussions autour des panneaux mais aussi spontanément des gens versant du soutien financier. Ce fut l'occasion aussi d'entendre le témoignage d'un chauffeur de camion qui, volontaire pour l'aide matérielle revenait de Bretagne : «Ce que la télé montre, ce n'est rien à côté de ce qu'on peut voir là-bas. C'est incroyable !

Tout est foutu ! Des pêcheurs, par endroits, qui ont tout perdu brûlent tout de révolte et les pêcheurs nous ont dit que l'Amoco Cadiz c'était un gros coup mais qu'on ne parle pas des autres qui dégagent dans la mer régulièrement. Puis le débat s'est engagé sur l'aide qui peut-être apportée : «Car beaucoup a été fait déjà mais c'est diversement apprécié par les Bretons : ils ne veulent pas être assistés, ça les blesse. Cependant les bras, c'est important». A la lecture des feuilles de l'UOPDP, il témoigne : «Ah ceux là ! là-bas, ils mettent un coup, on les voit partout, c'est eux qui mènent !».

Dans la semaine d'autres interventions vont se succéder devant les entreprises. C'était d'abord avec les communaux, lundi, qui sont particulièrement sensibilisés : «Il faudrait que

les syndicats prennent ça en main !» nous dira un chauffeur, Breton d'origine. Intervention aussi parmi les étudiants et au foyer des jeunes travailleurs. Dans le même temps des pétitions vont être prises en main pour circuler dans les ateliers, les contacts vont être développés avec les organisations écologistes.

Le bilan est très positif pour l'UOPDP : c'est par un tel travail de masse que l'on peut concrétiser notre orientation politique et le mot d'ordre du tract (qui a été bien accueilli) devra être encore mieux mis en pratique. Le responsable est clairement désigné : le capitalisme et non la fatalité, la question qui se pose chez les travailleurs et les jeunes c'est que faire ? A cette interrogation, l'UOPDP doit répondre que la meilleure solidarité c'est de lutter nous aussi.

Unissons-nous contre toutes les marées noires du capitalisme !

C'est cette perspective qu'il faut faire progresser au moment où dans les syndicats on s'interroge de plus en plus sur les orientations des Ségué et Edmond Maire.

Corr. Besançon

Une phase nouvelle dans la bataille de 1978

Quelques jours après le 19 mars, c'est souvent la déception qui l'emportait chez beaucoup de travailleurs. Même si l'on n'avait fondé que des espoirs limités sur les changements qu'aurait pu apporter un gouvernement de gauche, on était, pour le coup, certain, qu'avec la majorité reconduite, il n'y en aurait aucun.

A présent, les choses sont déjà en train d'évoluer : sous le calme et l'immobilisme apparents de la continuité giscardienne, toute une réflexion, tout un cheminement politiques sont engagés.

Les péripéties de la droite maintenant intéressent peu : le gouvernement Barre No 3 ressemble tellement au gouvernement Barre No 2, qu'il apparaît comme une suite de provocations. Personne ne peut s'y tromper, c'est la même politique d'austérité, d'intransigence et de chômage qui va être poursuivie, et aggravée, sans plus être même pour un temps, influencée par des considérations électorales.

Dans ces conditions, la nécessité de la lutte s'impose et s'imposera, ne serait-ce que pour arracher la satisfaction des revendications les plus urgentes. Comment croire qu'il faudrait encore attendre les prochaines échéances électorales, les élections présidentielles de 1981, les législatives de 1983 ? Actuellement, les partis de gauche se trouvent dans l'incapacité d'offrir, même en trompe-l'œil, comme ils l'ont fait six ans durant avec le Programme commun, une issue et une perspective politiques.

Ce qui se manifeste, chez les travailleurs, c'est bien plutôt, le sentiment de s'être fait avoir, d'avoir été floués. L'idée, si volontiers répandue auparavant par le PCF après chaque échec, que les travailleurs votent mal, seraient arriérés et incapables de reconnaître leurs intérêts et leurs véritables représentants, cette idée réactionnaire ne passe plus. Il est apparu assez clairement que c'est la division même des partis de gauche qui a entamé leur crédibilité, que cette division reposait sur une opposition profonde entre des projets divergents et qui ne concernaient pas vraiment les aspirations des travailleurs. Le grossier accommodement électoral du 13 mars, entre PS et PCF n'a fait qu'aggraver les choses, que souligner leur logique électorale.

D'un côté, un PS qui se voyait déjà au pouvoir, et qui, maintenant se trouvant décontenancé, hésite à se diviser davantage, se déclare toujours partenaire de la gauche, tout en accusant le PCF d'être responsable de l'échec.

De l'autre, et c'est encore plus important, l'embarras des dirigeants du PCF, incapables de fournir une explication de l'échec de la gauche qui satisfasse ses militants, alors que dans ses rangs les interrogations se multiplient, remettant en cause l'alliance avec les socialistes, la tactique suivie, le

comportement des dirigeants, le fonctionnement interne de ce parti.

Tandis que parmi toute une large frange de travailleurs, la question des moyens pour engager la lutte, faire reculer la bourgeoisie au pouvoir est en train de se poser, les visites à l'Élysée de Mitterrand, Marchais et des dirigeants des confédérations syndicales indiquent une toute autre orientation dans l'immédiat : opposition respectueuse dans le cadre parlementaire, et négociations pour mettre en place, en accord avec le patronat « une véritable politique contractuelle ».

Assurément, après qu'ils aient occupé, croyant l'emporter, le devant de la scène, il y a comme un brutal reflux des partis de gauche, un mouvement très ample de remise en cause de leurs projets, de leurs tactiques. Et quand les travailleurs envisagent la nécessité de la lutte, ils sont amenés, dans ce contexte, à explorer les moyens de l'engager en comptant sur leurs propres forces, et, autant que possible, indépendamment de la tutelle politique des partis de gauche.

Notre union ouvrière et paysanne ne s'est constituée que depuis le début de cette année. Mais dans cette phase de la bataille politique de 1978, qui s'est menée avant les élections, elle a été la seule force qui, tout en présentant des candidats, a dénoncé, sans complaisance, la nature bourgeoise des partis de gauche, et a appelé, quels que soient les résultats, à se préparer à la lutte. Nul doute que des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs ont été sensibilisés à nos propositions, dès ce moment-là. Mais à présent, alors que l'heure est à la réflexion et à la clarification politiques en vue de l'action, il est sûr que la justesse de nos positions va apparaître plus nettement encore, pourvu que nous nous engagions résolument dans cette phase nouvelle de la bataille politique de 1978.

Voici, par exemple, une lettre que nous avons reçue : « J'ai été agréablement surpris par le contenu d'un de vos prospectus distribué à Pau. J'en ai moi aussi « ras-le-bol » des discussions et des promesses fallacieuses, du chômage (je suis chômeuse) de la hausse des prix, de leur autosatisfaction et des désastres écologiques dont ils sont responsables, la marée noire n'en est qu'un exemple plus marquant. Je désire donc rejoindre le Comité d'initiative de Pau et à cette fin être mise en contact le plus vite possible avec ses représentants ». La lettre est datée du 3 avril.

Car bien des travailleurs sont en train ou susceptibles, à l'heure actuelle, de suivre la même démarche. A nous de les rassembler en menant largement avec eux le débat sur le plan politique des élections. Faire ce bilan avec les masses, avec les secteurs de lutte, qui se sont déjà démarqués des partis de gauche, c'est, en ce moment, le moyen de construire une force autonome et en même temps de se préparer concrètement aux luttes.

« Nous lutterons plusieurs années s'il le faut »

Interview d'Henri Didou secrétaire du comité des pêches de Brest

Les marins-pêcheurs ont été les premiers à se lancer dans l'action contre la marée noire, ses conséquences et ses responsables. Sans doute par ce qu'ils sont les plus directement touchés.

« Tu sais quand on est à terre, on ne se sent pas à l'aise. Tous les gars ont envie de sortir en mer. Il y a même des gars à la retraite qui continuent à travailler. Alors maintenant qu'on n'a pas pris la mer depuis plus de deux semaines, ça ne va pas ».

C'est ainsi qu'un marin-pêcheur du comité antimarée noire de Morlaix commence à nous expliquer le problème qui se pose aux travailleurs de la pêche. Et il précise : « Pour sortir, il faudrait avoir des certitudes. En principe, si on sort, si on travaille, on n'a pas les indemnités promises. Il faudrait être sûrs que si on sort et qu'on ne ramène rien (ou presque rien) on sera indemnisé... Sinon sortir,

le fait, maintenant que le dossier est ouvert, précise Henri Didou. C'est déjà ce que nous avons fait contre le projet d'implantation d'un bassin pétrolier à Brest en 1972. La victoire est venue au bout de plus de deux ans de lutte ».

Autres revendications satisfaites : remboursement du matériel perdu ou inutilisable à concurrence de 70 % de sa valeur ; remboursement des frais de transport des produits de pêche ayant dû être déplacés quand arriva le pétrole (crustacés par exemple) ; report des dettes et des cotisations.

Mais il serait mensonger de faire croire que tout est réglé. Le principe d'une in-

long terme de la pollution et donc les pertes prévisibles pour les marins-pêcheurs.

« Dans ce travail d'étude les professionnels de la pêche doivent avoir toute leur place, toutes les mesures doivent être prises après négociation ». La prochaine réunion aura lieu la semaine prochaine.

Quand on sait que la plupart des victimes de la marée noire de l'« Olympic Bravery », survenue en janvier 1976, attendent encore les indemnités, on se rend compte que ce n'est pas une petite affaire.

Et pour les marins-pêcheurs, c'est une question de vie ou de mort. Il y a l'impossibilité de travailler depuis trois semaines, il y a aussi les ravages causés par les 100 000 tonnes d'hydrocarbures mêlées à l'eau jusqu'à 65 mètres de profondeur, le goémon mort sur toute la zone touchée, les coquillages et leurs petits



c'est un trop gros risque ». En effet, si certaines indemnités ont été obtenues la lutte revendicative n'est pas terminée pour les marins-pêcheurs.

QUELQUES REVENDICATIONS SATISFAITES

« Nous avons obtenu du gouvernement 500 millions anciens, comme secours d'urgence. Nous considérons cela comme un acompte à valoir sur l'indemnisation totale au préjudice subi », précise Henri Didou, secrétaire du comité des pêches de Brest et du comité régional de Bretagne (CFDT).

Il fut aussi obtenu à la réunion du 23 mars, que l'organisme payeur de l'indemnisation soit le Comité local des pêches. 1 244 F furent ainsi versés le 1er avril à chaque inscrit maritime arrêté du fait de la pollution, pour les quinze premiers jours.

« La CFDT marins-pêcheurs est prête à se battre pendant plusieurs années ».

les salaires réels est acquis, ainsi que le principe de l'évaluation des conséquences à long terme. Mais il faut concrétiser tout cela.

BEAUCOUP RESTE A FAIRE

Il s'agit en particulier d'évaluer les conséquences à

détruits par le pétrole. A la fin de l'entretien Henri Didou nous montre une carte du littoral. Sur cette carte, toute une zone colorée en bleu : c'est la zone des algues et des crustacés. Depuis trois semaines, c'est aussi exactement, la zone recouverte par la marée noire.

Amoco Cadiz

Qui saura m'expliquer pourquoi ce pétrolier Géant est venu s'échouer près de nos côtes ? La mer n'est-elle pas assez vaste ? Ces messieurs prétendent que ça leur coûte trop cher...

Et pour gagner quelques dollars ils nous offrent la marée noire Avec ces oiseaux mazoutés, Avec ces poissons massacrés, Ses crustacés assassinés, Avec ses côtes dégradées, Ses algues ratatinées, Et ses plages souillées. Et pour s'en débarrasser Il faudra plusieurs années... Juste le temps de fabriquer Encore de plus gros pétroliers.

Fabienne et toute la classe (9-10 ans - école primaire de Brest)

BILAN ET PERSPECTIVES DES COMITES UOPDP

● Tonnerre

Le comité de secteur de l'UOPDP a tenu sa réunion chargée de jeter les premières bases de son travail politique de l'après-mars 1978. Les camarades ont réfléchi sur la situation d'ensemble après le deuxième tour. Après un débat où chacun a pu confronter son point de vue, il en est ressorti que la gauche a échoué de sa faute et non pas par les raisons invoquées par les états-majors qui refusent de tirer un bilan.

Le fait que la bourgeoisie est divisée dans les tactiques à adopter, pour faire payer la crise a été remise en évidence. Ainsi les tentatives d'ouverture à la Giscard ne pourront se faire sans tenir compte des réactions du RPR. Le quasi-équilibre des groupes parlementaires RPR-UDF laisse présager des crises parlementaires. Le fait que le gouvernement veuille repousser au 3 avril la recomposition du gouvernement révèle qu'il veut

peser sur l'impasse de la gauche. Car, les camarades l'ont bien vu, la gauche est dans l'impasse totale.

Il a été souligné le fait que chaque camarade devait suivre attentivement l'évolution politique actuelle pour pouvoir réfléchir sur les scénarios politiques possibles maintenant qui seront discutés en comité.

Le comité a ensuite précisé ses axes de travail de la période. Trois commissions ont été ainsi mises sur pied.

Une première s'occupe de rassembler les forces du secteur intéressé par la mise sur pied d'un syndicalisme de lutte de classe à la campagne en menant le débat avec des contacts, en organisant deux meetings à Auxerre, et un autre à Avallon.

Une deuxième est chargée de mettre sur pied un comité Mireille Bressolles à Tonnerre pour épau-

per les camarades d'Auxerre. Des contacts avec le comité d'Auxerre et le planing de Tonnerre seront pris pour mettre sur pied une équipe élargie. Le comité tonnerrois pourrait avoir un rôle important dans la lutte du fait même que Mireille aurait dû être réintégré à l'hôpital de commerce.

Un troisième groupe mettra en place une table ronde des militants anticapitalistes du secteur pour faire le point sur les luttes menées, qui auraient pu l'être ou qui pourraient l'être. Militants syndicaux, paysans, jeunes, chômeurs, femmes, immigrés, seront contactés pour cela et pour envisager les modalités concrètes de travail après cette rencontre.

Il est important de signaler que le comité UOPDP a salué l'arrivée dans ses rangs d'un camarade immigré marocain venu pour travailler dans la troisième commission. C'est d'autant plus

important que c'est la première fois qu'une organisation populaire à Tonnerre se fixe comme l'un de ses buts la lutte contre le racisme très fort dans nos usines, où la CGT le renforce plus qu'elle ne le combat.

Le comité UOPDP lance un appel pour que tous ceux qui sont intéressés par son travail sur le secteur viennent le retrouver soit pour être membre à part entière, soit comme simple associé au travail des diverses commissions.

Pour tout contact, écrire à JM Thenadey, à Lezimmis, 89160, Ancy-le-Franc. Cette réunion s'est déroulée sur un constat enthousiaste d'un ouvrier sceptique sur nos capacités à continuer après le 19 mars, ce camarade a souligné « que nous travaillons bien, que continuer après le 19 mars, c'est vraiment possible ! ».

Comité de secteur de l'UOPDP - Tonnerre

● Orléans

Le bilan de l'activité du comité d'Orléans de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne a été divisée en plusieurs parties.

Réunions publiques : Chaque réunion publique ne réunissait que deux ou trois personnes en dehors des militants du comité, certes c'est peu mais eu égard à toutes les autres réunions politiques de la campagne, ce n'était pas si mal.

De plus, chaque réunion publique fournissait une occasion d'une diffusion de la plate-forme nationale sur un quartier. Ce qui aurait pu être fait c'est l'organisation de réunions sur des problèmes du quartier où avait lieu la réunion.

Le soutien aux luttes : L'UOPDP a apporté son soutien aux luttes à la fois dans la presse, les meetings et la profession de foi. Cela a été positif, même si ce qui avait été entrepris n'a pu être mené à terme

cent personnes. La table ronde du 17 mars a réuni quarante personnes environ.

Profession de foi : Celle-ci a joué un très grand rôle dans la mesure où cela a pu faire connaître l'UOPDP dans les quartiers et à la campagne où l'UOPDP n'a pu aller.

L'UOPDP a apporté son soutien aux luttes à la fois dans la presse, les meetings et la profession de foi. Cela a été positif, même si ce qui avait été entrepris n'a pu être mené à terme

Toutois, tous les membres du collectif n'ont pas été intégrés au travail.

Après ce bilan, les perspectives du comité ont été fixées.

Sur l'hôpital d'Orléans par rapport à la santé du peuple en liaison avec la situation à l'atelier de peinture de Rivière où la santé des ouvriers est sûrement compromise et aussi avec les conditions d'existence faites aux vieux travailleurs dans l'hospice.

L'écologie avec le problème du stockage des dé-

chets radioactifs en agglomération orléanaise et aussi la marée noire.

Les suites à donner au courrier : le problème des femmes, des handicapés.

L'assemblée générale qui a eu lieu dimanche 3 avril a aussi abordé le problème du boycott de la Coupe du monde en Argentine et la question d'une éventuelle participation aux municipales partielles qui doivent avoir lieu, suite à la mort du maire, Thinat. Cette question de la participation n'est pas encore tranchée à l'heure où nous écrivons cet article.

La campagne pour le boycott prend de l'ampleur, tel point que le chef d'état-major de l'armée argentine déclare : Il faut « développer l'action psychologique adéquate pour mettre un terme à cette campagne qui affecte réellement l'Argentine ».

Plus d'une dizaine de comités COBA agissent déjà Paris et en province, un journal spécial intitulé « Épiques » a été édité, il est consacré à la situation en Argentine au boycott de l'organisation de la Coupe du monde de l'Argentine. Les comités de l'UOPDP peuvent contribuer à développer chez les travailleurs la solidarité active avec le peuple argentin, à populariser le mot d'ordre de boycott

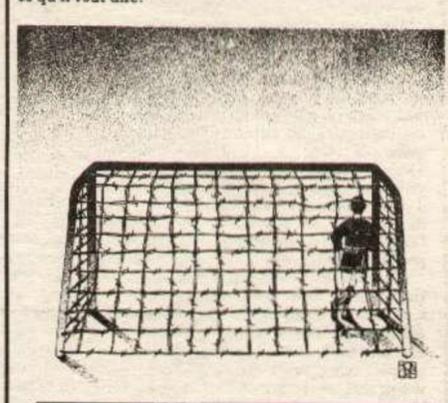
Contribuer au succès de la campagne pour le boycott du «Mundial 78»

C'est un juin qui devrait se tenir en Argentine « la grande fête du foot-ball », le Mundial 78, avec la participation de l'équipe de France qui n'avait pas été sélectionnée depuis 1962. En France, nombreux sont ceux qui s'enthousiasment pour cette Coupe du monde. Pourtant, aucun travailleur ne peut soutenir une telle manifestation sportive, au contraire, il faut la dénoncer, organiser son boycott comme le COBA* appelle à le faire.

Il y a deux ans, le 24 mars 1976, un coup d'État militaire portait au pouvoir, en Argentine, une clique de généraux fascistes dirigés par Videla. Depuis, le peuple argentin est soumis à une terreur comparable à celle qu'on fait régner les nazis, et Videla n'est rien d'autre qu'un Pinochet argentin. Contraire le peuple argentin qui lutte contre la misère et la dictature, les généraux fascistes recourent systématiquement aux emprisonnements, aux tortures, aux assassinats et aux massacres. Ce sont ces mêmes généraux qui prétendent organiser le « Mundial 78 ».

Leur but avoué est d'utiliser la Coupe du monde pour rehausser l'image de marque internationale de ce régime sanglant, de camoufler et perpétuer leurs crimes dans l'ombre de cette fête du sport. « L'organisation de la Coupe du monde est une décision politique ». C'est le général Merlo, désigné par la junte pour organiser le Mundial, qui le déclare lui-même.

D'ailleurs, tout est organisé dans ce sens : filtrage de spectateurs par la vente de billets nominatifs, filtrage de journalistes étrangers. Seuls ceux qui ne parleront que de foot-ball seront accédés. Récemment, un de ces généraux déclarait que la sécurité des journalistes « objectifs » serait assurée. Quand on sait que depuis deux ans, vingt-neuf journalistes argentins ont été assassinés on comprend mieux ce qu'il veut dire.



Ainsi, participer au Mundial, c'est jouer au foot ball entre les camps de concentration, c'est cautionner la dictature sanglante de Videla sur le peuple argentin. Voilà pourquoi aucun amour du foot ne peut justifier la participation de l'équipe de France au Mundial. Déjà, des joueurs internationaux se sont prononcés contre la dictature, c'est le cas de Sepp Maier, gardien de but de l'équipe de République fédérale allemande et de trois joueurs de l'équipe suédoise. Quant à José Reynaldo, membre de l'équipe brésilienne qui rencontrait il y a une semaine l'équipe de France, il a été interdit de participation au Mundial pour avoir réclamé la libération des prisonniers politiques au Brésil.

La campagne pour le boycott prend de l'ampleur, tel point que le chef d'état-major de l'armée argentine déclare : Il faut « développer l'action psychologique adéquate pour mettre un terme à cette campagne qui affecte réellement l'Argentine ».

Plus d'une dizaine de comités COBA agissent déjà Paris et en province, un journal spécial intitulé « Épiques » a été édité, il est consacré à la situation en Argentine au boycott de l'organisation de la Coupe du monde de l'Argentine. Les comités de l'UOPDP peuvent contribuer à développer chez les travailleurs la solidarité active avec le peuple argentin, à populariser le mot d'ordre de boycott

* COBA : Comité pour le boycott de l'organisation de l'Argentine de la Coupe du monde de football - 14, rue de Nanteuil - 75015 Paris.

LUTTES OUVRIERES

2^e anniversaire
des expulsions
au foyer Sonacotra
de Champigny

Il y a deux ans, le 7 puis le 16 avril 1976, le gouvernement français expulsait de France 18 travailleurs immigrés. Leur seul crime était d'être des délégués élus en assemblée générale des foyers Sonacotra en grève des loyers. Deux

en grève des loyers. Deux de ces délégués, Ben Amar et Ferreira, étaient du foyer de Champigny.

Loin de briser la grève, cette répression arbitraire émanant de la direction Sonacotra et du gouvernement français, n'a fait que renforcer la grève, puisqu'à l'heure actuelle, deux ans plus tard, de 110 foyers Sonacotra, auxquels se sont joints des foyers AFRP et ADEF, sont en grève des loyers.

En ce qui concerne notre région, les foyers Sonacotra de Champigny, Saint-Maur, Plessis-Trévisse, Boissy Saint-Léger, ainsi que les foyers ADEF de Champigny sont en grève des loyers pour réclamer une baisse de 100 F des loyers, une amélioration des conditions de logement, le renvoi des gérants racistes et l'abolition du règlement intérieur policier qui régit ces foyers.

Mais en plus, grâce à la grande mobilisation des résidents des foyers en grève, le Conseil d'Etat a été obligé reconnaître l'illé-

galité des expulsions de France des délégués et les a presque tous autorisés à réintégrer la France et à y reprendre leur vie. Seuls deux délégués, précisément ceux de Champigny, Ben Amar et Ferreira, n'ont pas été autorisés à réintégrer la France : à cause de faux témoignages qui tendaient à les présenter comme dangereux pour la sécurité de l'Etat !

Malgré un contre-témoignage massif des résidents du foyer, les juges ont préféré croire le gérant et quelques mouchards en refusant de lever l'arrêté d'expulsion qui les touche.

Pour soutenir la grève des résidents contre les intimidations de toutes sortes et la répression qui se manifeste tous les jours, pour le retour de nos camarades expulsés, nous vous invitons à participer à une :

FÊTE AU FOYER
SONACOTRA

SAMEDI 8 AVRIL 1978
DE 14 H A 24 H

79 rue du monument
Champigny

Bus 208 (arrêt : Fort de
Champigny)

Meeting, musique, dan-
se, théâtre, film, buffet,
débat.

Comité de soutien
de Champigny

TANNERIES FRANÇAISES RÉUNIES :
LA DIRECTION COMMENCE
LA LIQUIDATION

Aux Tanneries du Puy, depuis le mois de septembre 1977, l'horaire de travail des ouvriers (environ 700 personnes) était tombé à 32 h par semaine. Depuis 15 jours, c'est l'arrêt pur et simple de la fabrication qui se prépare : la direction, invoquant les difficultés financières des TFR a en effet décidé de ne plus acheter de peaux ni de matières premières. De ce fait, les quelque cent employés du secteur «rivières» qui sont au départ de la fabrication puisque ce sont eux qui traitent le «cuir vert», (les peaux qui arrivent des abattoirs), sont employés depuis 15 jours à des travaux de nettoyage et lundi ils seront au chômage complet. A la fin de la semaine prochaine, ce sont tous les employés des secteurs «humides» qui seront à leur tour au chômage, ce qui représente le tiers de l'entreprise.

Pour les ouvriers de TFR les choses sont claires : «Les ateliers se vident à partir du départ et ainsi de suite, ils vident l'usine de

toutes ses marchandises. Pour nous, ils commencent la liquidation».

L'entreprise était en location-gérance depuis 3 ans. Le contrat de gérance de la société en place se terminant le 31 mars, une société bidon — simple support juridique — vient d'être montée pour mener à terme la liquidation. Il n'y aura peut-être même plus de conseil d'administration. Si le gouvernement ne débloque pas de crédits, le dépôt de bilan risque d'intervenir le 14 avril. Pour prévenir cette éventualité et empêcher le «déménagement» du matériel et des stocks de l'usine, les ouvriers doivent se réunir lundi à l'appel de leurs syndicats pour décider des modalités de leur lutte contre la fermeture.

A l'autre unité des Tanneries, à Bort-les-Orgues en Corrèze, c'est presque tous les secteurs qui sont déjà touchés par le chômage : seuls les secteurs de finissage et de nettoyage travaillent encore.

en Iran, et l'autre électrocuté sur un autre chantier au Cameroun.

**2 MORTS
A LA CGE-ALSTHOM**
2 morts durant la semaine du 27 au 31 mars à la CGEE Alsthom, sur des chantiers à l'étranger.
2 monteurs électriciens de Saint-Ouen ont donc morts, l'un en tombant d'un pylône sur un chantier

Tout ça pour le plus grand profit de la CGEE-Alsthom, qui a vu ses profits augmenter de 1973 à 1975 de 260 % !

Correspondant

Caisse d'allocations familiales (rue Viala à Paris)

LA REPRISE APRES DEUX MOIS
DE GREVE

●Au lendemain de leur puissante manifestation devant le ministère de la Santé et après plus de 2 mois de grève (depuis le 31 janvier), les employés de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) de la rue Viala à

Paris, ont décidé à la majorité, lors de leur assemblée générale jeudi matin, de cesser leur mouvement dans sa forme actuelle, c'est-à-dire reconductible quotidiennement.

La grève qui avait pour exigence le passage de l'ensemble des «techniciens» au niveau 6 (qualification et donc paye supérieure vu la quantité et la complexité du travail) n'était plus suivie jeudi matin, que par 20 % des employés, selon les organisations syndicales.

L'intransigeance et le mépris de la direction de la Caisse envers les grévistes ne se sont pas démentis jusqu'à la fin : mercredi, la tenue de la réunion du Conseil d'Administration a été sabotée pour la quatrième fois depuis le 13 février par la direction, et n'a pu tenir ses travaux jusqu'à la fin.

Contrairement aux fois précédentes, un nombre suffisant de ses membres était certes présent, et la réunion pouvait avoir lieu. Mais dès le début de la séance, le représentant des «travailleurs indépendants» et administrateur du CNPF recevait, comme par hasard, trois coups de téléphone successifs... qui le «contraignait» à s'absenter. Plus aucun vote ne pouvait donc avoir lieu et rien n'était plus négociable. La direction faisait pourtant de «nouvelles propositions» :

— 700 à 800 employés pourraient passer au niveau 6, sans précision de date toutefois. Les 500 autres n'ayant rien. Quant aux «services exclus» seuls 300 employés pourraient avoir droit... à 5 % d'augmentation !

Ces propositions de division étaient en plus inférieures à celles qui avaient été faites jusqu'ici !

On sait en effet que précédemment, la direction proposait le passage



au niveau 6 de 966 techniciens immédiatement, et de 414 autres dans les 30 mois, ce qui était déjà inacceptable. A l'Assemblée générale de jeudi, la CGT, la CFDT, la CFTC et la majorité du personnel présent, refusaient à juste titre ces propositions de division, mais décidaient aussi parallèlement de cesser la grève sous sa forme actuelle, c'est-à-dire reconductible quotidienne. La CFDT devait d'ailleurs faire cette proposition avant le vote tout en appelant à poursuivre le mouvement sous des formes autres, plus adaptées effectivement à la situation présente.

«La forme la plus appropriée (de la grève), c'est la grève reconductible mais il ne faut pas se voiler la face nous sommes 2 % de

grévistes» devait déclarer la CFDT, en ajoutant qu'en fonction du vote, elle proposerait une grève du zèle, qui peut seule permettre en effet, de rallier un nombre maximum d'employés à une action minimum, de maintenir une pression en accentuant le retard résultant des deux mois de grève.

La CFDT précisait également qu'une telle forme de lutte devait être organisée sérieusement si on voulait qu'elle ne «capote» pas au bout d'une semaine. La mise en place de délégués permanents de service, pouvant se rencontrer régulièrement dans les semaines à venir, ainsi qu'un débrayage hebdomadaire avec assemblée générale pour faire le point étaient proposés. Le tout était voté et accepté à

la majorité. La CGT proposait de son côté une journée de grève par semaine, ce qui était aussi voté à la majorité.

Enfin pour éviter les pressions de la direction qui ne vont pas manquer d'apparaître dès la semaine prochaine, la CFDT demandait à ce que les «états» quotidiens (fiches remplies par les employés indiquant la quantité de travail effectué) ne soient pas faits individuellement mais collectivement par service.

Après cette reprise du travail il faudra bien entendu répondre à la question «pourquoi en est on arrivé là ?». Nous y reviendrons.

Richard FEUILLET

Chambéry

Manifestation des ouvriers
de chez Pilotaz

Les 600 travailleurs, en majorité des femmes, de l'entreprise Pilotaz, une manufacture de vêtements à Chambéry, ont décidé mercredi matin de cesser le travail et d'occuper la cour d'honneur de la Préfecture de la Savoie. Jusqu'à midi ils ont manifesté dans le calme et en silence sous les fenêtres du préfet ; ils entendaient par là faire connaître aux autorités leur détermination à tout faire pour conserver leur emploi et sauver leur entreprise.

Cette manifestation est l'aboutissement d'une situation qui dure depuis la fin de l'année 77. La société Pilotaz a ses carnet de commande remplis pour plusieurs mois, elle est parfaitement viable, affirment les employés, ce que ne conteste pas son nouveau PDG, mais elle risque

de fermer ses portes du fait d'une mauvaise gestion de l'ancien patron René Pilotaz qui détient toujours 47 % des actions en son nom propre et 20 % au nom de sa famille. Il y a de un mois environ, des difficultés de trésorerie amenaient la nouvelle direction à demander à l'Etat un prêt de 280 millions de centimes. L'Etat s'est déclaré prêt à accorder son aide à condition que M. René Pilotaz investisse 10 millions d'AF dans l'affaire. Pour sa part le Comité d'Entreprise a porté plainte contre X pour abus de biens sociaux ; or au cours d'une réunion qui s'est tenue mardi, à la préfecture, M. Georges Abadie annonçait que l'Etat n'interviendrait qu'après une déclaration d'intention de M. Pilotaz et

des banques. De plus le préfet déclarait que l'avance gouvernementale n'était pas envisageable à l'heure actuelle, l'entreprise n'ayant pas présenté son bilan.

Mercredi matin les ouvriers étaient mis au courant de la situation, et se rendaient immédiatement dans la cour de la préfecture. Les commandes s'amoncellent et l'entreprise a dû cesser son activité faute de pouvoir acheter les tissus et le matériel de production. Pour les 600 ouvriers, «l'Etat préfère les 1 milliard 500 millions d'indemnités de licenciement, plutôt que d'accorder une avance de trésorerie à une entreprise parfaitement viable», et ils trouvent la position des pouvoirs publics quelque peu incohérente.

A l'appel des syndicats

CGT et CFDT plus de 500 travailleurs de chez Pilotaz ont défilé mercredi en fin d'après-midi dans les rues de Chambéry en scandant «On veut travailler, non au chômage ! non à la fermeture de l'entreprise !»

Ils entendaient montrer par là que l'ensemble du personnel est décidé à se battre pour que soit garanti l'emploi pour tous, des conditions de travail décentes et des salaires qui ne soient pas inférieurs à 2 000 F. Nouvelle manifestation jeudi matin ; environ 500 ouvriers très combattifs avec les mêmes mots d'ordre et en plus : «Pilotaz peut payer ! doit payer ! il paiera !».

Correspondance

CFDT du Rhône

Lettre ouverte du SGEN à E. Maire

«Le «réglement de la crise de l'UD CFDT» n'est pas si facile que veut bien le laisser entendre *Syndicalisme Hebdo CFDT* de cette semaine. A moins qu'on entende par «réglement» un pur et simple... règlement de compte ! On sait la volonté de l'Union Régionale CFDT Rhône-Alpes (dominée par le CERES) d'en finir avec une opposition qui ne date pas d'hier.

Mais de là à mettre les syndicats du Rhône en demeure d'assumer une «normalisation» répressive, il y a un pas qui pourrait bien être franchi. Le SGEN du Rhône a estimé en tout cas la situation suffisamment grave (et les

bases réelles du conflit trop embrouillées par les soins de l'UR Rhône Alpes et ses partisans) pour ne pas s'en ouvrir à toute la Confédération et en premier lieu à Edmond Maire. Cette lettre éclaire ainsi les propos tenus lors de la conférence de presse de l'UD du Rhône (du 3 avril) d'un jour nouveau : s'il n'est pas possible actuellement de parler de «dissolution» en tant que tel, ne serait-ce pas parce qu'on a affaire à «l'équivalent d'une dissolution qui n'ose pas dire son nom», selon les termes de cette lettre ouverte du SGEN du Rhône à E. Maire que nous versions au dossier ? S. R.

Lyon, le 4 avril 1978
à Edmond Maire,
Secrétaire général
de la CFDT,
à la Commission
exécutrice confédérale
au Bureau régional
CFDT Rhône-Alpes,

«Chers camarades,
Un certain nombre d'articles sont parus maintenant dans la presse (*Le Monde*, *le Progrès de Lyon*, *Libération*, etc.) à propos de la «crise» de l'Union départementale du Rhône depuis que *Syndicalisme Hebdo* a mis nos problèmes sur la place publique (sans demander l'avis de l'UD du Rhône d'ailleurs !).

Ainsi, certains articles de presse donneraient à penser que la crise de l'UD du Rhône n'est que le résultat d'une guerre de chapelles. Il nous semble que, dans leur ensemble, ils ne reflètent pas exactement la vérité et la réalité quotidienne que nous vivons à Lyon depuis de trop nombreux mois.

Cette crise est le fruit des questions que se posent depuis quelque temps les travailleurs. Car ce sont bien les travailleurs qui ont critiqué les journées d'action de 24 h «à répétition» sans but précis et liées aux tactiques des partis de gauche. Ce sont bien aussi les adhérents CFDT qui ont critiqué à plusieurs reprises le suivisme derrière la CGT. Ce sont bien eux aussi qui veulent une organisation démocratique où leurs avis, leur point de vue soient pris en compte réellement.

Tout cela s'est exprimé au congrès de mars 77 de l'UD du Rhône. Et c'est sur ces orientations qu'a été élu l'actuel Conseil de l'UD du Rhône avec une majorité claire devant appliquer ces décisions prises démocratiquement après débat dans tous les syndicats.

C'est depuis ce moment que quelques syndicats du Rhône, refusant d'être minoritaires et s'appuyant sur la structure supérieure, la région, ont engagé toutes sortes de manœuvres.

D'autres articles de presse donnent l'impression que l'Union régionale CFDT Rhône-Alpes fait œuvre de conciliation dans la crise que notre UD traverse. Cela n'est qu'une

interprétation tendancieuse.

Si nous reprenons les faits, il apparaît que :

— Depuis le congrès UD du Rhône de mars 77, la région n'a fait qu'intervenir pour augmenter les contradictions existant au sein du conseil de notre UD (souvent sur des problèmes secondaires, du reste !). Avec l'aide des syndicats le soutenant et profitant des exclusions aux PTT du Rhône, elle nous a imposé des débats sur l'organisation et les statuts, ce qui bloquait l'UD sur l'action. Tout cela dans le but de redonner la majorité aux syndicats qui sont sur ses positions idéologiques.

C'est donc sous sa pression et sous menace de dissolution qu'un Congrès extraordinaire de notre UD s'est tenu en février 78.

Ce congrès ayant été défavorable à ses thèses, c'est toujours sous sa pression que des manœuvres ont été entreprises pour que le Conseil, le bureau de l'UD et les résultats du congrès extraordinaire soient une nouvelle fois remis en question. N'est-ce pas là tout simplement se moquer des choix démocratiques faits par les adhérents CFDT du Rhône ?

Aujourd'hui, l'UR Rhône-Alpes, soucieuse de son image de marque «CFDT de gauche» ! ne veut pas apparaître comme ayant dissous l'UD. Elle convoque donc une AG de syndicats pour le 12 avril prochain et espère bien que ces syndicats procéderont eux-mêmes à l'auto-dissolution de l'UD !

En effet, le «compromis» proposé par la Région, qui ne reconnaît réellement ni le bureau, ni le Conseil de l'UD et qui revient sur les acquis des précédents congrès de notre UD, est l'équivalent d'une dissolution qui n'ose pas dire son nom !

Accepter cette solution de «compromis», c'est en outre accepter que l'exécutif de l'UD du Rhône change de majorité. Une telle décision ne peut résulter que d'un vote de Congrès s'appuyant sur un vrai débat de fond. Elle ne peut donc pas être prise par une AG de syndicats qui n'auront pas eu le temps et les moyens de s'y

préparer démocratiquement (c'est-à-dire d'en débattre dans les sections) et qui ne pourront parfois même pas être présents !

De telles pressions, de telles ingérences de la part de l'Union régionale dans notre fonctionnement interne sont, nous le répétons, inacceptables.

Qu'est donc l'Union régionale CFDT Rhône-Alpes ? Une structure syndicale conçue pour animer les luttes des travailleurs ? ou une structure bureaucratique de contrôle politique ?

D'autre part nous affirmons, sans en donner ici le détail, que les structures qui animent l'UD CFDT du Rhône sont au moins aussi légitimes que celles de l'UR CFDT Rhône-Alpes.

Oui, nous tenons à dénoncer la montée du centralisme et de l'autoritarisme dans la CFDT Rhône-Alpes car aujourd'hui le pouvoir semble échapper de plus en plus aux adhérents (combien d'adhérents et de sections ont été informés du congrès régional du 6 décembre 77 dans la région Rhône-Alpes ? Combien de syndicats ont-ils pu le préparer ?)

Nous disons que cela est contraire au projet autogestionnaire de notre Confédération.

Non vraiment, nous ne pensons pas défendre des intérêts de chapelle mais lutter pour que la CFDT reste une organisation ouvrière combattant fermement pour l'instauration d'une société socialiste autogestionnaire, et aussi une organisation démocratique, libre de toute attache avec les partis (fussent-ils de gauche ou d'extrême gauche !) déterminant elle-même ses orientations et permettant vraiment aux travailleurs d'être les auteurs de leur propre émancipation.

Devant la gravité des enjeux, le bureau du SGEN-CFDT du Rhône, syndicat représentant environ 2 000 adhérents, prend la décision de rendre publique la présente lettre.

Recevez, chers camarades, nos meilleurs sentiments syndicalistes.

Le Bureau
départemental
général de la
Section du Rhône
du SGEN-CFDT

Jeudi à Paris

MEETING DE SOUTIEN AU ZIMBABWE

Jeudi soir, se déroulait à l'AGECA un meeting de soutien à la lutte de libération du peuple du Zimbabwe à l'appel du comité Zimbabwe, devant une salle pleine et très attentive.

Un représentant du Comité Zimbabwe expliqua d'abord le but du comité : «Organiser les forces démocratiques et progressistes en France, pour le soutien à la lutte de libération et au Front Patriotique du Zimbabwe». Ce soutien au Front Patriotique, passe par un soutien à la ZANU. Pour le Comité Zimbabwe, ce soutien à la ZANU, s'impose parce que cette organisation affirme et met en pratique le principe : «Nous sommes nos propres libérateurs» et parce que la ZANU fait avant tout appel aux soutiens des peuples en dehors de l'aide qu'il peut recevoir des Etats. Le représentant du Comité a également déclaré : «Le mot d'ordre «nous sommes nos propres libérateurs» force notre respect, mais il faut comprendre qu'il nous crée aussi des devoirs. La ZANU veut l'indépendance complète pour le Zimbabwe. En particulier elle lutte pour que le peuple du Zimbabwe ne sorte pas des

prisons de Smith pour tomber sous la domination d'un ne sait quel protecteur. La ZANU ne veut pas de mercenaires, mais elle a besoin d'aide, elle a besoin de notre aide». Il appela donc à contribuer au soutien naissant en France et à renforcer le Comité Zimbabwe dont les tâches de soutien politique, de popularisation, de collectes au profit du peuple du Zimbabwe doivent connaître un beaucoup plus grande ampleur.

Dans son intervention, Roland Pichon, secrétaire du Comité, qui a séjourné plusieurs années en Rhodésie avant d'en être expulsé, apportait son témoignage sur la responsabilité écrasante de la France dans la coopération avec le régime raciste en Rhodésie. Il a révélé comment, après que les premières sanctions de l'ONU aient été votées contre le régime en 1967, on pouvait y voir les marchandises françaises affluer. Il a souligné la complicité de la firme «Total» qui fournit 15 % du pétrole consommé par la Rhodésie. Il a dénoncé que, malgré les positions formelles du gouvernement français, ce soient toujours des armes, des hélicop-

tères, et des avions fournis par la France qui sont utilisés par les racistes contre les combattants et les paysans du Zimbabwe. Il a également dénoncé l'hypocrisie du gouvernement français qui prétend, en envoyant de Guiringaud en Afrique, qu'il a changé de positions, alors qu'il continue à soutenir le régime de Smith et n'a même pas versé un sou de l'aide promise aux réfugiés.

Dans son discours, Ed-ison Svobgo, membre du Comité Central de la ZANU a fait un long et riche historique de l'expérience du mouvement de libération. Il en a montré les principales leçons : la nécessité pour réussir la lutte armée de s'appuyer avant tout sur les masses, la nécessité de la transformation révolutionnaire des mentalités au cours de la lutte, en particulier en ce qui concerne le rôle des femmes. Il a notamment insisté sur la nécessité de ne pas dépendre des superpuissances et de compter avant tout sur la solidarité des peuples. Nous reviendrons largement la semaine prochaine sur les déclarations du représentant de la ZANU au cours de son voyage en France.

En bref... En bref... En bref...

Turquie-URSS : nouvel accord commercial

Un important accord commercial vient d'être signé entre la Turquie et l'URSS. La Turquie exportera 150 millions de dollars de marchandises en URSS, parmi lesquels des produits agricoles et du wolfram, métal utilisé pour la fabrication d'armes stratégiques. Elle importera des avions civils et des hélicoptères d'Union soviétique. Cet accord intervient au moment même où Carter a pris la décision de reprendre les livraisons d'armes à la Turquie pour éviter que celle-ci ne passe dans l'orbite de l'URSS.

Philippines : élections sous la loi martiale

Alors que le régime fasciste de Marcos se maintient grâce à la loi martiale depuis 1972, des élections ont lieu vendredi aux Philippines. L'élection d'une assemblée provisoire pourrait être une transition vers le retour à un régime de type parlementaire que promet Marcos : mais ce n'est pas pour autant que la loi martiale est levée. Benigno Aquino, détenu depuis cinq ans et demi et condamné à mort pour subversion et sympathie avec le Parti communiste philippin, se présente comme candidat depuis sa prison sur une liste «Pour le pouvoir au peuple».

ARGENTINE

VIDELA :
«PAS DE
PRESAILLES
CONTRE LES
JOURNALISTES
A CONDITION
QU'ILS SOIENT
«OBJECTIFS»

Viola, général
membre de la junte
fasciste, a reconnu
que la campagne
internationale pour le
boycott de la Coupe
mondiale de football
posait des problèmes
à la dictature. Dans
son discours prononcé
devant une assemblée
de patrons, il a déclaré
qu'il faudrait sauver les
apparences : «Le gou-
vernement s'est engagé
à effacer les causes
qui pourraient produire
cette image défavorable,
et à développer l'action
adéquate pour mettre
un terme à cette
campagne qui affecte
réellement l'Argentine».
Il a précisé qu'aucune
représaille ou sanction
ne serait faite contre les
journalistes qui vien-
draient à Buenos-Aires...
«à condition qu'ils
restent objectifs» !

URSS : Brejnev inspecte des manœuvres à quelques kilomètres de la frontière chinoise

Brejnev a continué sa tournée d'inspection des troupes soviétiques stationnées le long de la frontière avec la République Populaire de Chine. Dans la région de Khabarovsk, il ne s'est pas contenté de lancer des appels provocateurs à la «vigilance» et à la «défense de la patrie.» Il a passé en revue des manœuvres mettant en œuvre des unités de tanks, d'aviation et d'artillerie. Les manœuvres se déroulaient à seulement 20 ou 30 kilomètres de la frontière chinoise.

Communiqué Irlande

LE SAMEDI 8 AVRIL A 20 HEURES

en soutien à la lutte du Peuple irlandais, le Comité Irlande organise une

Fête irlandaise

A LA MAISON DES MINES
9 rue Pierre Nicole - Paris 5^e

Musique irlandaise avec le groupe Iskin, bouffe, Guinness, film et montage-diapos non-stop, suivis de débats.

Participation aux frais : 10 F

Namibie : le plan occidental

Les cinq membres occidentaux du Conseil de Sécurité viennent de publier leur plan de règlement pour l'indépendance de la Namibie, occupée illégalement par l'Afrique du Sud. Ce plan prévoit des «élections libres sous contrôle de l'ONU». L'armée sud-africaine, à l'exception de 1 500 hommes, devrait être évacuée; la campagne électorale devrait se dérouler dans une «totale liberté d'expression, de réunion et de mouvement».

Certains points restent peu clairs: c'est l'administrateur général nommé depuis l'année dernière par le régime raciste de Prétoria qui est chargé d'assurer les libertés avant la campagne électorale. Les forces de police racistes demeureront. De plus, l'appartenance du port de Walvis Bay, que l'Afrique du Sud prétend annexer au territoire de la Namibie, n'est pas mentionnée dans ce plan.

Carter et les neutrons

Sur le point de prendre une décision au sujet du déploiement de la bombe à neutrons, l'administration américaine laisse filtrer des informations qui contredisent la démarche suivie jusque-là par les USA. Elle laisse planer la possibilité d'une éventuelle renonciation. Le ministre allemand des Affaires étrangères en visite à Washington lui a demandé de maintenir cette possibilité ouverte.

Carter n'avait jamais encore pu obtenir une telle marque de soutien quand il faisait le forcing auprès des pays européens pour qu'ils acceptent les bombes à neutrons.

Les rumeurs sur la «renonciation» américaine pourraient être un discret message à l'URSS qui crie bien fort que la bombe à neutrons donnerait le signe d'une nouvelle accélération de la course aux armements. En laissant entrevoir aux Soviétiques la possibilité d'un gel du programme «neutrons», les Américains espèrent sans doute en retour des concessions soviétiques à l'occasion du voyage de Cyrus Vance à Moscou dans le cours de ce mois, concessions à la fois sur les SALT et en Afrique. En fait, ces rumeurs qui soulèvent une tempête aux États-Unis pourraient préparer pour les mois à venir une tension accrue entre les USA et l'URSS, si les résultats du voyage de Cyrus Vance ne sont pas à la mesure des espoirs de Carter.

Réunion du Conseil européen ce week-end

LA «RELANCE» DE L'EUROPE DU CHÔMAGE

● Comme d'habitude, le Conseil européen qui se tient vendredi et samedi abordera à bâtons rompus une quantité impressionnante de problèmes. Il est possible cependant que le Conseil adopte un texte de principe sur la coordination des politiques économiques des différents pays et à l'égard de l'extérieur, notamment les États-Unis et le Japon.

Faire face à la crise dans des secteurs industriels importants comme l'acier et la construction navale, définir une politique commune à l'égard du chômage, qui s'élève à 7 millions de travailleurs, adopter une attitude commune en ce qui concerne la relance et les relations commerciales internationales constituent les points clefs des derniers sommets européens. Sur ces points le sommet de Copenhague est présenté comme une préparation au sommet qui doit se réunir à Brême en juillet et au sommet occidental qui doit se réunir à Bonn le même mois.

Concernant les aspects politiques de la construction européenne, les deux points essentiels devaient être la détermination de la date de l'élection du parlement européen au suffrage universel et l'examen de la proposition giscardienne de créer un seul «espace judiciaire européen», c'est-à-dire l'extradition automatique entre les différents pays européens des personnes recherchées par la police. On sait déjà que dans les faits cela a autorisé à la police allemande à opérer en France à l'occasion de l'affaire Schleyer. En Italie les policiers allemands et britanniques collaborent avec la police italienne dans le cadre de l'enquête sur le rapt d'Aldo Moro; quoiqu'inefficace sur le

rapt lui-même. On sait que cette enquête a servi de prétexte pour l'arrestation de dizaines de militants politiques, qui n'avaient rien à voir.

GISCARD SCHMIDT : LA POLICE + L'INDUSTRIE

La rencontre secrète du 3 avril entre Giscard et Schmidt a été présentée comme l'annonce d'une «relance européenne». Schmidt s'y est entretenu avec Giscard des options économiques du futur gouvernement français au lendemain des élections. C'était une ingénierie grossière, bien dans la manière dont le gouvernement allemand conçoit les relations au sein de l'Europe, et de la concertation telle que la pratique Giscard. Elle confirmait surtout une certaine relance des relations franco-allemandes, le rapprochement des positions entre les deux pays depuis quelques mois. Au sommet de juin 77, une certaine relance des projets communs s'était faite jour autour d'une nouvelle coopération dans l'aéronautique, l'A 200. En février dernier un sommet avait réaffirmé le projet aéronautique et donné un accord de principe pour une collaboration dans la construction de la fusée Ariane. Aux accords sur l'Europe des polices et l'espace judiciaire européens qui au fil des

rencontres franco-allemandes se précisent et se renforcent depuis la coordination des ministères de la justice décidée en juillet 1976, s'ajoute apparemment de plus en plus nettement une relance de la coopération industrielle. Celle-ci s'accompagne d'une hâte conjointe à mettre en place le Parlement européen, dont on sait que le caractère supranational, favorisera en fait les ingérences américaines). Cette relative relance des rapports franco-allemands prélude-t-elle à une certaine relance européenne ?

Les projets de collaboration industrielle peuvent le laisser penser mais en indiquent aussi les limites.

LA COOPÉRATION INDUSTRIELLE : CONTRE LES TRAVAILLEURS

La coopération dans le domaine de l'aéronautique pourrait s'étendre à l'Angleterre et aux Pays-Bas. Les États-Unis ont lancé dès le mois de janvier l'offensive pour que l'Angleterre ne s'associe pas à un projet européen. Lockheed et Boeing y envoyaient des missions chargées de proposer de nouveaux contrats. L'Angleterre elle-même met à l'heure actuelle, comme condition à sa participation d'en être le maître d'œuvre. Ce qui pourrait rendre difficile la réalisation d'un accord. Dans le domaine de l'espace, l'accord de principe de Schmidt pour la construction du lanceur français Ariane pourrait débloquer le problème du financement et l'Europe être dotée de son propre lanceur, la rendant ainsi moins dépendante des États-Unis sur ce plan. Dans l'aéronautique, l'espace, ainsi que le nucléaire, l'Europe des Neuf paraît donc chercher à mettre en place ses propres moyens après une série de coups de boutoir américains marqués par l'échec du Concorde sur le marché mondial, le marché du siècle enlevé par les USA et la politique nucléaire de Carter, mais tout peut encore être remis en cause dans ces tentatives européennes.

Les domaines dans lesquels la coordination des politiques industrielles est la plus avancée sont actuellement l'acier et les chantiers navals. En décembre dernier, la CEE a décidé d'un plan acier qui fixait un prix minimum aux importations. Il venait compléter le plan adopté l'année précédente, qui avait fixé des quotas de production pour chaque pays et fixé des prix minima rendus obligatoires

en mai. Ces mesures préparaient une restructuration au niveau de l'Europe qui se solde par des milliers de chômeurs, 7 000 suppressions d'emplois dans la seule Wallonie, 20 000 prévus en France au début de 77, 15 000 nouveaux annoncés au début de 78. Dans la construction navale, le programme d'action de la CEE d'octobre 1977 prévoit la réduction de 45 % des capacités de production en 5 ans, ce qui signifie le licenciement de 200 000 sur les 400 000 personnes travaillant dans cette branche.

UNE ALLURE CHANCELANTE

Allant de pair avec le renforcement des mesures policières dans chaque pays et le développement de la collaboration des polices, la coordination des politiques industrielles est celle d'une Europe qui s'unit pour faire payer la crise aux travailleurs. Face aux États-Unis, l'Europe des Neuf a d'autant plus de mal à présenter un front commun, quand ceux-ci lèvent chaque pays séparément et la CEE dans son ensemble, que l'unité réalisée sur le principe de la construction du parlement européen au suffrage universel, est fondée sur une renonciation à toute défense autonome qu'elle fait dépendre le sort de l'Europe de l'issue des rivalités entre USA et URSS, qu'elle restreint considérablement «l'identité européenne» à l'échelle mondiale et donne aux États-Unis un poids dans la construction européenne qui dépasse de loin ce qui découle des seuls rapports de force économiques. Si avec ces caractéristiques, l'unité européenne paraît actuellement avoir certaines possibilités de développement, il pèse encore sur elle l'hypothèque anglaise. Londres a choisi de retarder l'élection au parlement européen et d'ouvrir une crise en refusant tout compromis sur la pêche. Les Britanniques paraissent au moins souhaiter gagner du temps pour être, grâce notamment aux revenus du pétrole de la mer du Nord, en meilleure position économique, à l'heure du repartage des places au sein de l'Europe, en particulier à l'occasion de la mise en place du Parlement européen. Ceci vient s'ajouter aux incertitudes des projets industriels, aux tiraillements de l'Europe agricole et aux craintes que l'élargissement de l'Europe suscite parmi les Neuf.

Grégoire CARRAT

Le nucléaire européen et l'uranium américain

Le Conseil européen va discuter, sans doute, de la politique à adopter à l'égard des États-Unis dans le domaine nucléaire.

Mardi, le gouvernement français a notifié son refus de voir renégocier le contrat entre Euratom, l'institut européen, et les USA concernant l'uranium enrichi. Les USA voulaient rajouter une clause sur le contrôle de l'utilisation de l'uranium enrichi qu'ils livrent à l'Europe pour faire fonctionner les centrales. Ce refus a une raison essentielle: ne pas donner aux États-Unis la possibilité d'empêcher le développement des programmes nucléaires européens. Depuis le mois de juillet, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique ont créé un club destiné à permettre le développement des surrégénérateurs dont Carter veut empêcher la production, mais surtout à en impulser la vente sur un marché qui sera une des grosses affaires de la fin des années 80.

En exerçant un contrôle sur l'uranium enrichi, les États-Unis pourraient chercher à entraver le projet commun. Même si l'attitude française fait peser une menace d'embargo, celle-ci pourrait être suivie par les autres pays membres du club. Quant à la France elle-même, elle craint moins cette menace que les autres, car son uranium vient pour 50 % d'URSS, et elle peut être indépendante des USA en 1981 grâce à Tricastin.

PROGRAMME TÉLÉ

Vendredi 7 avril

TF 1
18 h 25 - Un, rue sésame
18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir. Les deux vierges
22 h 25 - A bout portant. Nicolas Peyrac
23 h 10 - Journal et fin

A 2
18 h 25 - Dessins animés.
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Un ours pas comme les autres. Feuilleton en 6 épisodes. 5^e mouvement. Adagio un poco mosso. Madame et le jardinier.
21 h 35 - Apostrophes. Quelques jeunes gens d'aujourd'hui
22 h 45 - Journal
22 h 50 - Télé-club. Les indés noires. D'après le roman de J. Verne

FR 3
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. La grande loge de Neuilly
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Un million d'oiseaux aux portes du désert
21 h 30 - La révolution nucléaire. N° 1 : L'atome, cet inconnu. Pierre et Marie Curie.

Samedi 8 avril

TF 1
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro 1 : Chantal Goya
21 h 30 - Serpico, série américaine
22 h 25 - Télé-foot 1 : Cub de Nîmes
23 h 25 - Journal et fin

A 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Madame le Juge, série
22 h 10 - «le dessus du panier», émission de Bouvard
23 h 05 - Drôle de baraque, avec Brigitte Fontaine
23 h 30 - Journal et fin

FR 3
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Cinéma 16 : Tom et Julie
22 h 15 - Journal et fin

Dimanche 9 avril

TF 1
19 h 25 - Les animaux du monde : le lion
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Aux frontières des Indes, film anglais
22 h 05 - Arcana, émission
23 h 00 - Journal et fin

A 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Music and Music : Serge Gainsbourg
21 h 40 - Chili impressions, série de 4 émissions
23 h 00 - Journal et fin

FR 3
20 h 05 - Histoire de France, émission d'A. Comte
20 h 30 - Dernier témoin : l'affaire du «Train de l'or»
21 h 20 - Journal
21 h 35 - L'homme en question : Peter Townsend
22 h 40 - Cinéma de minuit : Hommage à Clark Gable «La malle de Singapour»
0 h 05 - Fin

Lundi 10 avril

TF 1
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La vipère, film avec Bette Davis
22 h 20 - Pour le cinéma, émission de F. Rossif
23 h 30 - Journal et fin

A 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 35 - La farce du destin, feuilleton
22 h 35 - Zig-Zag : Malévitch
23 h 05 - Journal et fin

FR 3
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Oublie-moi, mandoline, film
21 h 55 - Journal et fin

Avril-Expulsions

Les 138 travailleurs immigrés locataires de l'hôtel 89 rue Fondary 15^e, nous communiquent :

**NON A L'EXPULSION !
RELOGEMENT POUR TOUS !**

Fête de soutien

**A NOS REVENDICATIONS ET A NOTRE LUTTE
QUI DURE DEPUIS 4 ANS**
Le Samedi 8 avril 78
à 22 heures - 17 rue de l'Avre 75015
Métro : La Motte-Picquet

Au programme : débats sur la lutte avec la participation de grévistes de la Sonacotra, de l'Intercomité du Marais.

Montages diapos : Festival des travailleurs immigrés
Chants et musique arabes - budget.

Communiqué UOPDP

L'UOPDP XV^e appelle à soutenir, contre l'expulsion et pour un relogement correct, les 138 locataires, travailleurs immigrés, de l'hôtel-taudis du 89 rue Fondary, en lutte depuis quatre ans contre les marchands de sommeil, les spéculateurs, la «justice», les flics.

Pourquoi ? Parce que leur lutte est la nôtre, parce que les problèmes sont les mêmes pour les travailleurs, qu'ils soient Français ou Immigrés : les patrons et les spéculateurs sont les mêmes. Les revendications pour le droit au logement des locataires du 89 le prouvent :

— Non à l'expulsion policière au petit matin sans relogement.
— Oui à un relogement de tous les locataires ensemble, dans le XV^e, à un loyer possible pour un smicard, avec un statut de locataire, sans règlement répressif comme à la Sonacotra, sans gérant raciste et avec un confort, sans une cohabitation inhumaine (...)

DUPONT LAJOIE

d'Y. Boisset

LE PROCES DU RACISME MEURTRIER

Lajoie, tenancier de bistrot à Paris, part en vacances avec sa famille dans le Midi, où il retrouve dans le même terrain de camping depuis des années, les mêmes amis. Caricature de l'entassement des vacanciers, caravanes envahissantes, effroyable conformisme des propos des campeurs. Un jour où la fiancée de son fils fait bande à part, Lajoie tente, de la violer ; en essayant de vaincre sa résistance, il la tue involontairement et transporte le corps près d'une baraque de travailleurs immigrés.

Les amis de la victime dirigent les soupçons de la police vers les immigrés, prenant prétexte d'un incident dans un dancing, qu'ils avaient d'ailleurs provoqué contre ces travailleurs.

Ce film, tourné en 1974, a le courage de dénoncer les complicités du pouvoir dans l'impunité dont bénéficient les auteurs d'attentats racistes. Au moment où le film est sorti (1974), le gouvernement menait une vaste campagne d'intoxication pour faire retomber la responsabilité de la crise sur les pays pro-

ducteurs de pétrole et pour développer des réactions racistes contre les travailleurs immigrés. Des attentats avaient eu lieu, sans conséquence bien sûr, pour leurs auteurs.

Quelle riposte aux attentats, agressions racistes ? C'est sans doute là que se situent les limites du film d'Yves Boisset. La nécessité pour la classe ouvrière de réaliser son unité face à ces actes est absente de ce film. La présentation de la classe ouvrière est quelque peu schématique : les vacanciers, par delà la diversité de leurs professions, sont tous présentés comme des prototypes du «Français moyen», qui part en caravane chaque année au même endroit, ne s'intéresse qu'aux jeux télévisés dont la débilite envahit les écrans, et cultivent tous les mêmes solides préjugés racistes. Il ne resterait, face aux agressions racistes, qu'à s'en remettre à un flic incorruptible, qui d'ailleurs finira par céder. Des limites incontestables à ce film, dont le mérite reste tout de même de mettre en lumière les aspects les plus révoltants de la complicité du pouvoir avec les assassins d'immigrés.

Et l'acier fut trempé

106^e épisode

On étouffait dans la pièce et chacun n'avait qu'une pensée en tête : sortir le plus vite possible et aller respirer dans les allées de marronniers du quartier de la gare.

— Dépêche-toi de finir, Pavka, supplia Tsvétaïev, moite de sueur.

Katioucha et les autres camarades firent chorus. Kortchaguine ferma le livre. La réunion du cercle d'études était terminée.

Tous se levèrent et, au même moment, la sonnerie du vieux téléphone accroché au mur se mit à crépiter. Essayant de se faire entendre dans le brouhaha, Tsvétaïev prit la communication.

Il reposa l'écouteur et s'adressa à Kortchaguine :

— Deux wagons diplomatiques du consulat polonais sont en gare. Ils ont une panne d'électricité et le train repart dans une heure. On nous demande d'envoyer quelqu'un. Prends les outils, Pavel, et vas-y. C'est urgent.

Les deux luxueux pullmans se trouvaient le long du quai n° 1. Le wagon-salon aux larges fenêtres brillait de toutes ses lumières. Mais l'autre était plongé dans l'obscurité.

Pavel s'en approcha et posa la main sur la poignée, s'appretant à entrer.

Un homme se détacha brusquement du mur de la gare et le prit par l'épaule.

— Où allez-vous, citoyen ?

Pavel connaissait cette voix. Il se retourna et vit une veste de cuir, une casquette à large visière, un nez fin et busqué et un regard méfiant.

Artioukhine reconnut Kortchaguine. Il lâcha son épaule et son visage perdit sa dureté, mais il posa un regard interrogateur sur la caisse à outils.

— Où allais-tu ?

Pavel s'expliqua brièvement. Une autre silhouette apparut du côté du wagon.

— Une seconde, j'appelle leur contrôleur.

Enboitant le pas à ce dernier, Kortchaguine entra dans le wagon-salon, où se trouvaient plusieurs voyageurs élégamment vêtus, en costume de voyage. Tournant le dos à la porte, assise à une table couverte d'une nappe de soie brodée de

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

roses, une femme s'entretenait avec un officier de haute taille, debout devant elle. La conversation cessa dès l'entrée du monteur.

Kortchaguine examina rapidement les fils allant de la dernière lampe au tambour de communication et, les trouvant intacts, sortit du wagon-salon, continuant à chercher la cause de la panne. Il était suivi de près par le gros contrôleur au cou de boxeur, engoncé dans un uniforme constellé de gros boutons de cuivre frappés de l'aigle polonais.

— Passons dans l'autre wagon, ici tout va bien, l'accumulateur n'a rien. La panne est sûrement plus loin.

Le contrôleur déverrouilla la porte et ils s'engagèrent dans le couloir obscur. S'éclairant de sa lampe électrique, Pavel découvrit rapidement le court-circuit. Quelques minutes plus tard, la première lampe du couloir s'allumait, diffusant une lumière laiteuse.

— Il faut ouvrir le compartiment pour changer les lampes, elles ont brûlé, expliqua Pavel à son compagnon.

— Dans ce cas je vais chercher Sa Seigneurie, c'est elle qui a la clé.

Et, ne voulant pas laisser Kortchaguine sans surveillance, il le fit venir avec lui.

La femme pénétra la première dans le compartiment, suivie par Kortchaguine. Le contrôleur s'encadra dans la porte. Pavel aperçut deux belles valises de cuir dans les filets, un manteau de soie négligemment jeté sur un divan, un flacon de parfum et un minuscule poudrier de malachite sur la tablette près de la fenêtre. La femme s'assit dans un angle du divan et regarda travailler le monteur, tout en arrangeant ses cheveux couleur de lin.

— Je demande à Sa Seigneurie l'autorisation de la laisser une minute : Monsieur le commandant désire de la bière fraîche, dit obséquieusement le contrôleur, pliant avec effort son cou bovin dans un salut.

Une voix chantante et maniérée répondit :

— Vous pouvez disposer.
Ces quelques mots furent échangés en polonais.

A SUIVRE

IRAN : SOULEVEMENTS POPULAIRES DANS 30 VILLES

Par Jean-Paul GAY

● En Iran, les manifestations populaires quasi-ininterrompues depuis dix jours, contre le régime du Shah et la présence impérialiste dans le pays, se sont étendues à une trentaine de villes, grandes ou petites. Comme les manifestations de Ghom, en janvier, puis celles de Tabriz, les manifestations

de masse actuelles qui, depuis le 27 mars, ont gagné l'ensemble du pays, se caractérisent notamment par leur caractère nettement politique qui constitue un pas en avant par rapport aux mouvements économiques de l'an dernier tels que celui des 800 000 mal logés de la périphérie de Téhéran.

Les manifestations de masse s'attaquent toujours aux mêmes objectifs dans les différentes villes : les banques, notamment les succursales de la grande banque des exportations, qui sont saccagées, sans être pillées, les sièges du parti unique Rastakhiz (parti de la «résurrection nationale»), les magasins et les cinémas de luxe, qui symbolisent, par le contenu de ce qu'ils distribuent, une culture décadente et importée, notamment des Etats-Unis, les véhicules de la police aussi, et divers bâtiments gouvernementaux.

A L'INTÉRIEUR DES PRISONS

Tandis qu'une sanglante répression sévit, qui aurait fait déjà près d'une centaine de morts depuis le 27 mars, et que le nombre des prisonniers politiques, déjà estimé à 100 000 par les organisations iraniennes progressistes, avant les actuelles manifestations, ne cesse d'augmenter, à l'intérieur des prisons aussi, la lutte se développe. Depuis le 11 mars, plusieurs centaines de prisonniers politiques ont entamé une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention, tandis que leurs familles manifestaient devant les prisons, malgré la répression policière. Les grévistes de la faim viennent de décider d'entamer aussi la grève de l'eau, et plusieurs dizaines d'entre eux, qui devaient être libérés, ont refusé de sortir, par solidarité, continuant de participer à la grève de la faim et exigent la libération de tous les prisonniers politiques.

LE MOUVEMENT MUSULMAN

Dans le mouvement actuel, auquel participent des couches très diverses de la population, outre les organisations révolutionnaires, le Mouvement de Libération de l'Iran (MLI) paraît jouer un rôle essentiel. Ce mouvement qui se réclame de l'imam Khomeini, forcé à l'exil et dont le retour est réclamé par de nombreux manifestants, est un mouvement d'opposition, d'inspiration musulmane chiite (la même religion que celle de la majeure partie de la population du Sud-Liban). Les références religieuses de ce mouvement ne l'empêchent nullement d'avoir un caractère nettement anti-impérialiste : il a déjà pris part activement dans le passé, par exemple en 63, à des manifestations anti-impérialistes. L'hostilité du Mouvement de libération de l'Iran à la corruption qui sévit dans les plus hautes sphères du régime et à la culture impérialiste dont le régime du Shah favorise la pénétration dans le pays, sert de prétexte à ce régime pour tenter de faire assimiler le Mouvement à un mouvement obscurantiste. Un des principaux aspects de la propagande du pouvoir consiste à renvoyer dos à dos la «subversion rouge» et la «réaction



noire», c'est-à-dire le mouvement musulman, sous prétexte de défendre le «progrès» de l'Iran moderne.

Evoquant la répression impitoyable contre le grand soulèvement populaire de juin 63, le Chah déclarait à l'hebdomadaire *Le Point* en mai 73 : «J'ai donné l'ordre de tirer. Il y a eu des morts. Je ne regrette pas ce que j'ai fait. Si j'avais hésité ce jour-là, l'Iran moderne n'existerait pas !».

Pour discréditer le mouvement musulman et ses aspects progressistes, et diviser les forces populaires, la SAVAK, police politique du régime, a été mobilisée pour multiplier les provocations les plus odieuses. Parmi celles-ci, des attaques dans les Universités et d'autres lieux pu-

blics, avec des projections d'acide contre le visage des femmes non voilées, ceci afin d'en faire reporter la responsabilité sur le mouvement religieux.

UNE CONVERGENCE

Les revendications progressistes du mouvement musulman chiite, convergent avec les luttes du mouvement étudiant et de larges secteurs des intellectuels, qui ont organisé d'imposants rassemblements, regroupant parfois plus de 10 000 personnes, notamment dans la capitale, au cours des derniers mois de 77. La défense de la culture nationale et des libertés démocratiques, dont la liberté d'expression, étaient au cœur des débats de ces rassemblements.

Le parti unique : une des cibles des manifestations

Un des principaux objectifs visés par les manifestations populaires de ces derniers jours, est constitué par les sièges du parti unique. Ce parti dit «parti de la résurrection nationale» a été créé par le Shah, en mars 75, pour organiser l'encadrement fasciste de la population, et souder les différentes fractions de la classe dominante.

Dès sa création, l'adhésion au parti unique a été déclarée obligatoire pour tout citoyen iranien. Voici un an encore, le Shah proclamait que chaque citoyen avait «le choix entre l'exil, la prison ou le parti unique» (1).

Ce parti vient d'annoncer qu'il lançait une vaste «campagne de surveillance» avec la création de «commissions nationales» destinées à «protéger» les objectifs visés par les manifestations de masse. Ceci indique la volonté du régime de mettre sur pied de nouveaux groupes de choc pour la répression contre le peuple. Ces groupes organisés par le parti unique Rastakhiz, étaient déjà largement apparus au cours de mouvements précédents, par exemple à l'Université de Téhéran, en octobre et novembre 1977. Recrutés souvent dans le lumpen-prolétariat, ces groupes baptisés «ouvriers patriotes» sont organisés militairement et amenés par camions à proximité du lieu des manifestations. Sous des apparences civiles, ils s'infiltrèrent et organisent des provocations, ou attaquent les manifestants à coups de bâton et de chaînes.

Cette violence montre en fait l'échec de la tentative de «structurer» la population au sein du parti unique, un échec dû notamment à l'opposition résolue des organisations progressistes et du mouvement musulman.

Malgré toutes les menaces, les élections organisées par le parti unique, il y a six mois, n'ont obtenu qu'un nombre infime de voix. Aujourd'hui, les masses détruisent systématiquement tout ce qui peut symboliser le parti du Shah.

Convergence aussi, et c'est décisif, avec les exigences des masses ouvrières, et paysannes qui, au fur et à mesure de leurs luttes, se sont heurtées à une répression de plus en plus vive de la part du régime. Ainsi, depuis deux ans, les habitants de la banlieue de Téhéran, ont mené des luttes de plus en plus massives et résolues sur le problème du logement.

LES VICTIMES DE LA «REVOLUTION BLANCHE»

Victimes d'un gigantesque exode rural, on évalue ces dernières années à environ 200 000 le nombre de ces paysans chassés de la terre, et qui viennent s'installer chaque année, dans l'agglomération de Téhéran.

Ils sont les victimes de la «réforme agraire» du Chah, cette fameuse «révolution blanche», lancée dès 1961, qui a vu la pénétration massive de capitaux étrangers, notamment américains sur le marché rural, avec le développement accéléré du capitalisme à la campagne. Cette «révolution blanche» a entraîné la ruine des masses paysannes au profit de grandes unités d'exploitation, tandis que les principaux aliments ont dû être importés massivement. La prolétarianisation accélérée des paysans et l'exode rural n'ont pu être absorbés par la création d'industries légères de montage et de consommation, et ont fourni la base d'un immense réservoir de chômeurs, contraints de s'installer dans les banlieues des villes.

Mais, par leur installation, ceux-ci se sont bien vite heurtés à la spéculation immobilière entretenue par le régime qui refuse à cette population de construire elle-même ses habitations, et envoie ses bulldozers avec l'armée pour raser les constructions populaires.

UN RÉGIME MENACÉ

La radicalisation actuelle du mouvement populaire inquiète profondément le régime du Chah

ainsi que Washington. La période qui avait succédé à la sanglante répression contre le mouvement de 63, et qui avait vu la naissance vers la fin des années 60, de groupes révolutionnaires prônant, plus ou moins indépendamment d'un développement et d'une politisation du mouvement des masses, des actions armées, semble révolue.

Des groupes qui mettaient en avant, dans une période difficile pour le mouvement de masses, le thème de la lutte armée pour «la défense du peuple, contre l'offensive du Chah», semblent avoir quasiment disparus, alors que le mouvement populaire a pris aujourd'hui une ampleur sans précédent, plaçant le régime dans une position difficile. La place donnée ces derniers jours au mouvement et à l'attaque par les manifestants de nombreux objectifs, dans la presse contrôlée habituellement par le régime, peut être une tentative de justifier par avance tout rejet d'une quelconque «libéralisation», une manière de montrer l'impossibilité d'application de la politique des «droits de l'homme» souhaitée par Carter ; cela peut refléter aussi des «flottements» au sein de la classe dirigeante par rapport à la marche à suivre. L'administration Carter, quant à elle, est d'autant plus attentive à ce qui se passe en Iran que la solution de rechange au sein de la classe dirigeante, n'est pas évidente. Si une fraction de la bourgeoisie américaine représentée notamment par Kissinger, souhaite préférer le maintien du régime «dur» du Chah, les tenants d'une «nouvelle politique étrangère» américaine souhaiteraient peut-être un régime plus «libéral».

Mais, si le règne du Chah connaît une certaine usure, celui-ci reste le pivot d'un appareil d'Etat qui a beaucoup servi pour exploiter le peuple iranien et permettre la défense en Iran d'importants intérêts américains.

Quant aux chances que pourrait avoir le parti révisionniste Toupeh de tirer profit de la situation, elles semblent actuellement bien minces, sinon inexistantes. Ce parti qui peut rencontrer un écho dans certaines fractions de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie, est par sa position favorable à la collaboration de classes, prêt au compromis avec ceux qui défendent le maintien de relations privilégiées avec l'impérialisme américain ; en même temps, par un caractère pro-soviétique, ouvertement affirmé, il souhaiterait tirer bénéfice de positions non négligeables, acquises par l'URSS dans le pays, depuis les années 60, par le biais d'une certaine pénétration économique, notamment avec la construction d'une industrie sidérurgique, ou par le biais de ventes d'armes. Mais, la parti Toudeh dispose d'une faible base de masse, et il ne répond en rien aux aspirations qui se manifestent actuellement dans le pays et qui indiquent la volonté de mettre fin à toute forme de pouvoir anti-populaire, et d'imposer une indépendance authentique de l'Iran.